

LES PALESTINIENS

DES ORIGINES À L'INTIFADA

Qui sont ces Palestiniens qui font la une des journaux : des terroristes ? Des hommes qui revendiquent le droit à un État sur une terre qui n'a jamais été la leur ? Un groupe d'individus fanatiques que l'on peut appeler peuple ? Le Moyen-Orient a connu six guerres depuis 1949. Comment est-on arrivé à ces situations explosives ? Comment en sortir ? L'évolution actuelle laisse-t-elle augurer une paix stable à moyen terme ?

L'Organisation de libération de la Palestine est-elle une simple organisation terroriste et la «révolte des pierres », l'Intifada, un soulèvement de jeunes irresponsables manipulés par des terroristes et des intégristes ?

Sur toutes ces questions, l'auteur donne le point de vue des Palestiniens. Il expose leurs revendications, leurs arguments. Il explique leur stratégie, leurs échecs, leurs réussites.

Il est rare que les faibles aient la parole. Ce numéro de BT2 a la simple ambition d'aider à comprendre les raisons qui réduisent les jeunes Palestiniens au désespoir, qui les poussent à lutter à coup de pierres contre des soldats puissamment armés. Des pourparlers de paix se sont engagés à Madrid. Espérons qu'à moyen terme, ils permettront aux Palestiniens et aux Israéliens de vivre en paix.

Mots-clés

Arabes, Intifada, Israël, OLP, Palestine, réfugié, sionisme, terrorisme

SOMMAIRE

LA SITUATION ACTUELLE

Palestine et Palestiniens : quelques définitions .
Comment vivent les Palestiniens?

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Un constant brassage de la population La naissance de la tragédie Les
défaites arabes (1948-1967)

LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE PALESTINIENNE (1967-1982)

L'organisation de libération de la Palestine
La résistance palestinienne

LE REDRESSEMENT DE L'IMAGE AVEC L'INTIFADA

La bande de Gaza et la Cisjordanie
Une kyrielle d'actions spontanées ou organisées
La poussée islamiste
Les conséquences de l'Intifada
La proclamation de l'État palestinien
La Palestine victime de la perestroïka
La Palestine victime de la guerre du Golfe
Madrid : enfin des pourparlers

PETIT LEXIQUE

POUR EN SAVOIR PLUS

BIBLIOGRAPHIE

Auteur : André BAUR avec l'aide du chantier BT2 de l'ICEM

Collaborateurs : Jacques BRUNET, Claude DUMOND, Colette HOURTOLLE et leurs classes,
ainsi que Marité BROISIN, Claudine CHORD, Maguite EMPRIN, Cédric LABRE et Michel
PILORGET

Maquette : Marjolaine BILLEBAULT, août 2011

Iconographie : photos Georges Bellot



Le mur entre la Cisjordanie et Israël. Pensé en 1996, il fut édifié par Israël à partir de 2002 et prolongé en 2006 de 622 à 705 km.

« Les souffrances des Palestiniens ne sont pas nées la semaine dernière, et il ne semble pas qu'elles doivent s'achever à la fin de la semaine. Mais le sang palestinien qui couvre aujourd'hui l'écran du monde leur ouvre la possibilité de parole, avant que la mémoire internationale ne soit mise sous scellés.

Le théâtre sanglant a mis en scène tout ce qui est ahurissant. Mais l'identité des bombes, qui déchirent si bien la chair humaine, ne cache à personne l'identité de la victime qui, avec sa chair et son âme, reformule son identité menacée depuis presque un demi-siècle.

Le Palestinien veut vivre, il est déterminé à vivre. Le prix qu'on lui demande est trop élevé : sa liberté. »

Mahmoud Darwich, *Les Nouvelles*, 17 novembre 1983.
M. Darwich est un poète palestinien né en 1942 en Galilée.
Il vit en exil depuis 1948.

Témoignage d'un Palestinien en exil :

« J'avais 6-7 ans. On a voulu chasser mon père, mon grand-père et toute ma famille de Qalkilie et Biarabbas. Mon grand-père avait neuf enfants. On vivait tous ensemble et on travaillait avec mon grand-père. Il possédait deux maisons à Biarabbas. La première maison - je me rappelle toujours - on l'a fait sauter devant ses yeux pour qu'il comprenne qu'il n'avait plus rien à y faire et qu'il devait quitter son village pour aller ailleurs. Voir sa maison détruite, c'est déjà pénible pour une grande personne, mais pour un enfant, c'est encore plus marquant : je ne l'oublierai jamais.

On est partis vers un village voisin qui faisait partie du Triangle (une zone fortement peuplée d'Arabes au nord d'Israël et qui a été occupée par Israël après 1947). Les Israéliens sont venus une deuxième fois pour dire à mon grand-père de quitter le pays, à cause du recensement qui avait été effectué : on lui a donné quarante-huit heures. On a fait sauter sa deuxième maison devant ses yeux pour lui faire comprendre que tout était fini et qu'il devait quitter la Palestine sous domination sioniste. On est partis vers Qalkilie.

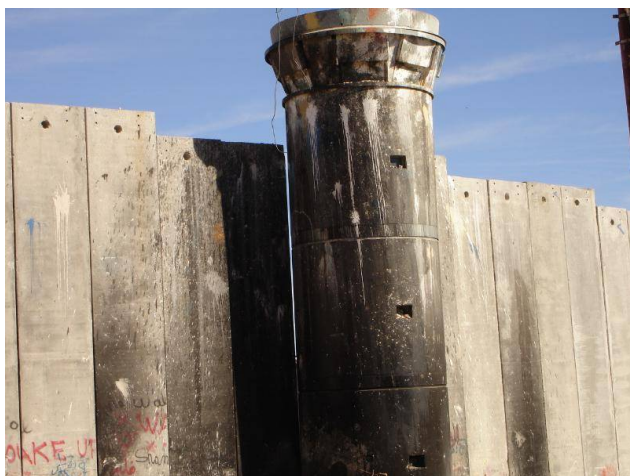
Mon grand-père attendait toujours: il croyait au retour. Il avait soixante-dix vaches laitières, quatre chevaux. Il a commencé à vendre les bêtes, une par une. Il attendait aussi le moment de la récolte des oranges et des arbres fruitiers qu'il avait plantés toute sa vie en Palestine. Il nous a envoyés la nuit dans ses propres terres, dans ses propres champs ramasser la récolte : le jour, c'était trop surveillé. Dans notre famille, nous n'avons pas eu de malheur, mais beaucoup de gens sont partis faire leur récolte et n'en sont jamais revenus. »

Une actualité souvent dramatique, quelquefois porteuse d'espoirs de paix, met régulièrement le problème palestinien à la une des médias.

L'information, c'est aussi la réflexion sur les questions les plus brûlantes et les plus controversées. La BT2 n° 175 qui donnait la parole aux Palestiniens étant épuisée, il nous a semblé indispensable d'en faire une réédition refondue et actualisée.

Rédaction BT2

Les photos ont été prises entre 2005 et 2011, et leurs légendes ajoutées au texte d'origine.



Une tour d'observation

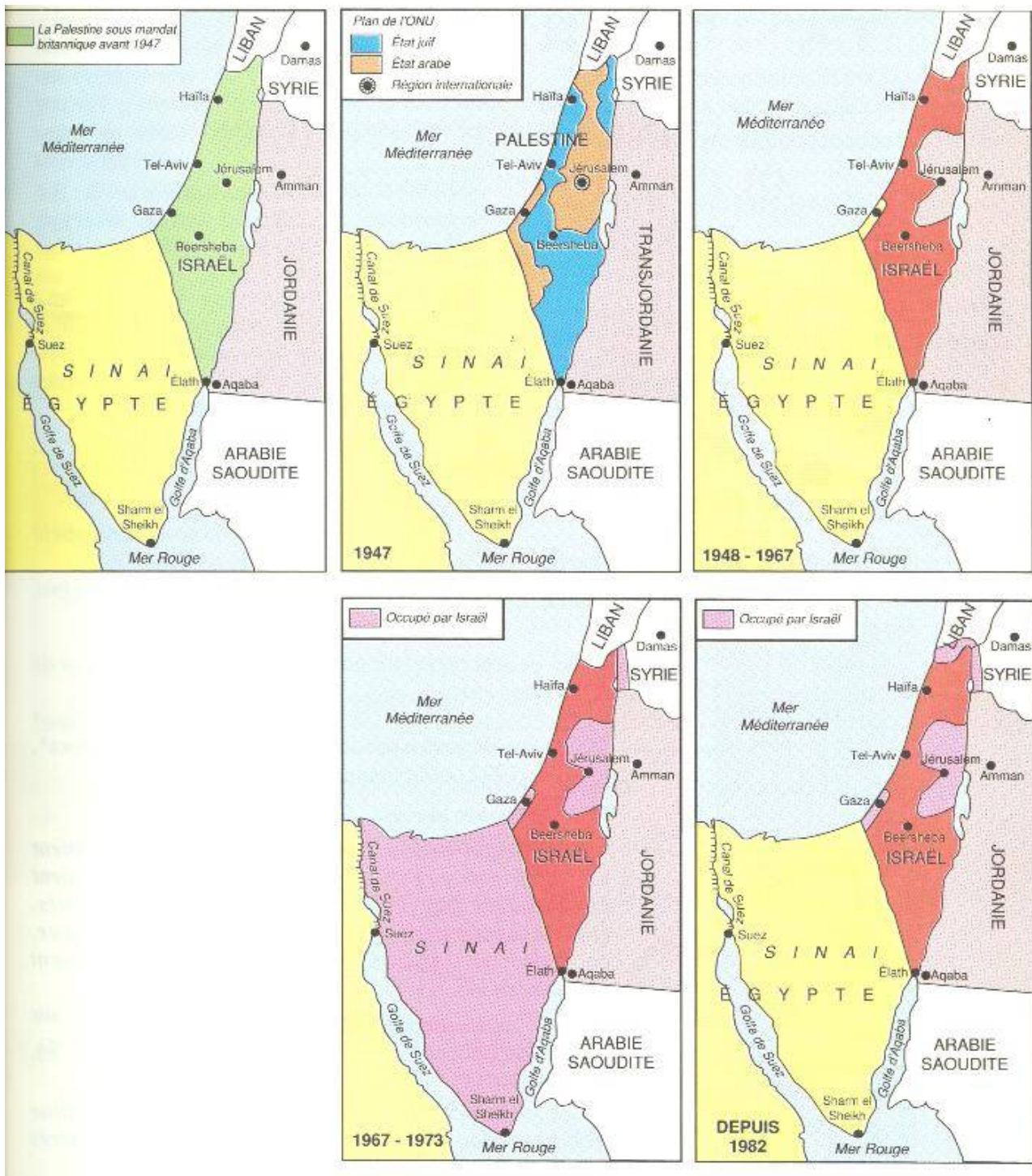
patrouille israélienne



QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- 1893** Début de l'affaire Dreyfus. antisémite en Europe.
- 1896** Theodor Herzl* publie *L'État juif*, naissance du sionisme.
- 1917** Déclaration Balfour* : les britanniques acceptent l'idée création d'un foyer national juif en Palestine.
- 1936** Grève palestinienne de six mois pour l'arrêt de l'immigration et l'indépendance.
- 1935-1945** L'holocauste: 6 millions de victimes du nazisme.
- 1947** Plan de partage de l'ONU.
- 1948** Création de l'État d'Israël. Première guerre israélo-arabe.
- 1955** Conférence de Bandoeng : les non alignés se déclarent solidaires du peuple palestinien.
- 1956** Opération de Suez : Israël, la France, la Grande-Bretagne interviennent militairement en Égypte.
- 1964** Création de l'OLP.
- 1967** Guerre des Six Jours : occupation par Israël de la Cisjordanie, bande de Gaza, du Golan syrien. Résolution 242 des Nations-Unies.
- 1970** Septembre noir : massacre de Palestiniens en Jordanie.
- 1973** Guerre d'Octobre : l'Égypte et la Syrie attaquent Israël.
- 1974** Yasser Arafat* est reçu à l' ONU. Naissance du Front du refus*.
- 1976** Interventions syriennes contre l'OLP.
- 1977** Voyage de Sadate* (Égypte) en Israël.
- 1978** Accords de Camp David. Invasion du Sud-Liban.
- 1987** Sommet à Alger du Conseil national palestinien qui reconnaît à Israël le droit à l'existence. Yasser Arafat condamne le terrorisme. Déclenchement de l'Intifada.
- 1991** Guerre du Golfe. Conférence de Madrid.

* Les astérisques renvoient au lexique page 54



29 novembre 1947: création de deux États indépendants par l'assemblée générale des Nations Unies (33 voix pour dont la France, 13 contre, 10 abstentions).

1948 : Jérusalem-Est et la Cisjordanie sont annexées à la Transjordanie. La bande de Gaza est placée sous administration égyptienne.

Pendant le conflit de Suez (1956), Gaza est occupée par Israël.

1967 : après la guerre des Six Jours, Israël occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, Jérusalem-Est, le Golan et le Sinaï.

En 1982, le Sinaï est restitué à l'Égypte (accords de Camp David de 1979). 1982 : depuis l'opération « Paix en Galilée », Israël occupe le Sud-Liban.

LA SITUATION ACTUELLE

PALESTINE ET PALESTINIENS : QUELQUES DÉFINITIONS ...

Qu'est-ce que la Palestine aujourd'hui ?

Aujourd'hui, la Palestine correspond aux territoires d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

La Palestine est un territoire situé à la charnière de trois continents : l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Cette situation en fait une importante zone de passage et un point stratégique capital, ce qui explique les nombreuses invasions connues cette région, ainsi que les ingérences extérieures dans les affaires régionales notamment depuis la mise en exploitation des champs de pétrole du Moyen-Orient.

Qui sont les Palestiniens ?

Pour les Israéliens

« Il n'y a rien qui puisse être appelé Palestinien, Ils n'ont jamais existé. »

Golda Meir*, 15 juin 1969

« Que ce soit moral ou non, il n'y a physiquement pas de place pour eux. »

Moshé Dayan

Menahem Begin* n'hésite pas à les taxer à la Knesset*, le 8 juin 1982, *« d'animaux à deux jambes »*.

Pour les Palestiniens



« Les Palestiniens sont les citoyens arabes qui résidaient habituellement en Palestine jusqu'en 1947, qu'ils en aient été expulsés par la suite ou qu'ils y soient restés. Quiconque est né de père palestinien après cette date, en Palestine ou hors de Palestine, est également Palestinien. »

Charte nationale palestinienne, juillet 1969

Le peuple palestinien regroupe des musulmans (85%) des chrétiens et des juifs.

« Les Juifs qui résidaient habituellement en Palestine jusqu'au début de l'invasion sioniste seront considérés comme Palestiniens. »*

Charte nationale palestinienne, juillet 1968

Où vivent aujourd'hui hui les Palestiniens ?

Les 5 857 000 Palestiniens connaissent actuellement trois situations différentes :

- en 1990, 724 000 Palestiniens vivent en Israël et sont les descendants de ceux qui sont restés en Palestine après la création de l'État d'Israël en 1948 ;

en 1990, 1 717 000 Palestiniens vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ils subissent l'occupation israélienne depuis 1967 ;

- les Palestiniens de l'exil (3 416000 personnes) vivent à l'extérieur de la Palestine. Ils ont été contraints de quitter leur pays ou ne peuvent y résider. Ils sont installés dans les camps de réfugiés ou se sont intégrés dans les pays d'accueil.

NB : Il est très difficile d'obtenir des chiffres précis du fait des difficultés de recensement (guerres, déplacements, discrétion sur « l'arme démographique »).

Points communs à ces trois catégories de Palestiniens :

- ils se sentent Palestiniens et ont le sentiment d'appartenir à un même peuple ;

- ils affirment leur désir de retourner vivre en Palestine ;

- ils veulent vivre avec les mêmes droits que les autres habitants.

La diaspora* palestinienne (chiffres de l'*Atlas du monde* de R.Boustani et P. Fargues) :

Israël : 724 000.

Cisjordanie : 1 104000.

Gaza : 613 000 (335 000 selon A. Gresh et D. Vidal, 750 000 d'après *L'État du monde*, 1992).

Jordanie : 1 559 000.

Syrie : 295 000.

Liban : 591 000.

Koweït : 299 710 (chiffre à revoir après la guerre du Golfe).

Autres pays arabes: 200 000.

États-Unis : 100 000.

Pour un total de 5 857000 Palestiniens.

Les « territoires occupés »

Les médias appellent « *territoires occupés* » la Cisjordanie et la bande de Gaza : cette occupation date de 1967. Le sous-entendu est qu'Israël n'est pas considéré comme territoire occupé.

Pour les Palestiniens - qui n'ont jamais été consultés sur le sort de leur pays -, c'est toute la Palestine qui est occupée.

Depuis 1987, l'OLP admet l'existence d'Israël (frontières de l'ONU). Les sionistes désignent la Cisjordanie comme la « Judée-Samarie* ».

COMMENT VIVENT LES PALESTINIENS ?

Les Palestiniens en Israël

Israël tente de les intégrer économiquement (main-d'œuvre bon marché, facilités de répression), tout en les rejetant socialement et politiquement.

Citoyens israéliens ?

En 1990, les Palestiniens représentent 16,3% de la population israélienne (soit 12% de musulmans, 2,5 % de chrétiens, 1,2 % de druzes par rapport à la population totale).

En Israël, les Palestiniens sont donc des citoyens israéliens (contre leur volonté) : ils peuvent participer aux élections. Il faut cependant souligner que, selon Israël Shahak, 60 000 à 70 000 Palestiniens vivant en Israël n'ont jamais pu obtenir la nationalité israélienne. C'est un moyen de pression de l'État pour empêcher certains citoyens palestiniens de voyager à l'étranger: il peut faire des difficultés pour délivrer le passeport ou même, au besoin, confisquer ce dernier.

Ces Palestiniens, citoyens israéliens, ne peuvent faire leur service militaire (ce qui est possible pour les Druzes en vertu de l'adage: « Diviser pour mieux régner »). Ils sont donc citoyens d'un État qui leur interdit d'effectuer leur service militaire. Conséquence ils ne peuvent accéder à certains emplois où l'on exige à l'embauche d'avoir fait le service militaire (raisons de sécurité, voir p.42).

Ces Palestiniens se considèrent comme des citoyens de troisième zone : ils viennent après les Juifs occidentaux (ashkénazes) et les Juifs orientaux (séfarades), eux-mêmes désavantagés par rapport aux premiers. Les Palestiniens n'ont pas les mêmes droits que les Israéliens juifs.

L'État d'Israël confisque des terres appartenant aux Palestiniens. Voici l'exemple du village d'Oum-el-Fahem. Ce « village » de 14 000 habitants passe sous domination israélienne en avril 1949. Sur les 5 600 ha que possédaient les habitants :

- 1 000 ha des meilleures terres sont confisquées et louées à des colonies juives ;
- 1 700 ha déclarés « zone de tir » sont interdits d'accès ;
- 1 200 ha, confisqués par administration foncière sont plantés en forêt par le Fonds national juif ;
- les 1 700 ha restants constituent le secteur d'habitation du village et les parcelles impropres à l'agriculture.

Il n'y a donc plus de terres à cultiver pour les Palestiniens d'Oum-el-Fahem qui sont obligés d'aller travailler dans les villes.

« Il vivait en Palestine occupée appelée Israël, Israël si vous voulez. Il a été obligé de partir quinze mois. Il est revenu. Il avait hérité d'une maison : il voulait entrer (...] Les serrures avaient été changées (...] Il a frappé a sonné. On lui a dit que sa maison ne lui appartenait plus, qu'elle était propriété l'État et que, d'après les lois, un Palestinien qui quitte sa terre pour plus d'un an perd sa propriété. Ces lois sont appliquées aux Palestiniens, mais non aux Israéliens juifs. Petit à petit, comme ça, on chasse toute une population. On la chasse des villages, des villes. »

Témoignage d'Imad Saleh à propos de son cousin Issam

L'insécurité

De plus, les Palestiniens d'Israël luttant pour la reconnaissance de leurs droits nationaux sont soumis à une sévère répression :

- ils sont soumis à des arrestations fréquentes ;
- ils se voient interdire l'entrée en Cisjordanie et à Gaza ;
- ils sont assignés à résidence pour de longues périodes ;
- ils ont du mal à obtenir la possibilité de voyager à l'étranger.

Sur le plan international, le problème des Palestiniens d'Israël est souvent évacué :

- Ne sont-ils pas citoyens d'Israël ?
- Ne vivent-ils pas dans une « démocratie à l'occidentale » ?

De leur côté, les intéressés expliquent :

- que s'il y a démocratie en Israël, c'est une démocratie uniquement pour les citoyens juifs ;
- que le problème palestinien n'a pas débuté en 1967 (guerre des Six Jours) ;
- que toute solution au problème palestinien doit prendre en compte les Palestiniens des territoires occupés depuis 1948 (création de l'État d'Israël).

« La répression que subit la population palestinienne se manifeste essentiellement par la confiscation de la terre, par la discrimination contre les travailleurs palestiniens en transformant les agglomérations palestiniennes en source de main-d'œuvre à très bon marché pour les travaux pénibles, par la discrimination dans le domaine de l'éducation, contre les municipalités locales palestiniennes en leur accordant des subventions largement inférieures à celles accordées aux municipalités juives. »

Mouvement Abna el Balad, El Ansar.

Ce mouvement rassemble des Palestiniens et des Juifs.

« Je vous demanderai finalement de vous mettre vous-même à la place d'un Arabe palestinien, qui est, j'insiste, citoyen israélien ; il sait qu'il peut recevoir chaque matin une note officielle disant : Moi, commandant de la zone, considère que dans l'intérêt de l'État d'Israël vous devez être assigné à résidence pour la durée de temps ... »

Israël Shahak, *Le Racisme de l'État d'Israël*.



Check-point de Qualandia pour entrer à Jérusalem

Les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza

Les territoires occupés (la Cisjordanie et Gaza) depuis 1967 connaissent actuellement l'occupation militaire israélienne. Chaque région est dirigée par un gouverneur militaire israélien, bien qu'aucune organisation internationale n'ait reconnu ce droit à Israël.



Témoignage d'une Palestinienne de Cisjordanie :

« Taybeh, le 2 février 1984.

La situation ici est très dure mais les gens gardent intactes leur foi et leur espérance : ils ont au cœur le désir de vivre en paix dans leur pays et leur plus grande peur est d'en être chassés. La peur devient un sentiment grandissant à cause du manque d'identité et de sécurité.

(...] C'est vrai que les jeunes exaspérés lancent parfois des pierres sur des patrouilles mais les soldats et même les colons civils tirent eux des balles qui très souvent tuent. Un jeune de 17 ans, il y a quelques jours, a été tué et une petite fille de 10 ans et combien d'autres. »

Le discours religieux sert à justifier une pratique d'intense colonisation qui se manifeste par :

- la confiscation et l'expropriation de terres (38 % de la Cisjordanie en 1983) ;
- la destruction de maisons (17 000 entre 1967 et 1977) ;
- l'assèchement des points d'eau sur les terres arabes (interdiction aux Arabes de creuser nouveaux puits) ;
- l'installation de colonies juives (120 implantations pour 28 000 colons en 1984) ;
- la répression sévère vis-à-vis des Palestiniens : le journal Al Fajr publie régulièrement de longues listes d'ouvrages interdits ;
- la volonté d'effacer l'identité arabe ;

- la détention, l'exécution, la torture, l'expulsion, le couvre-feu, la fermeture des écoles ... ;
- la transformation des paysans palestiniens en main-d'œuvre bon marché pour l'économie israélienne.

« Depuis 1967, la Cisjordanie s'est métamorphosée sous les coups de l'occupation au ... point d'en perdre son nom et de devenir fictivement la Judée-Samarie. Comment résister à cette entreprise de colonisation, à l'intolérance des Goush Emounim, aux humiliations quotidiennes ? Le Palestinien de Cisjordanie n'a-t-il d'autre choix que l'exil, l'installation à Amman, en Jordanie, ce départ , de l'autre côté du Jourdain que symbolisera le franchissement du pont Allenby*, ou bien, s'il décide de rester, la colonisation de l'esprit ? »*

Olivier Mangin, *Esprit*, mai-juin 1983.

Les intentions concernant la Cisjordanie sont claires :

« La Cisjordanie est notre patrie et tout accord avec les Arabes devra comprendre le droit d'Israël à y établir des colonies. »

Dayan, 23 mai 1972.

« Le nombre des colonies israéliennes s'accroîtra avec le nombre d'habitants juifs : ils s'enracineront sur cette terre et soutiendront l'existence de l'État. »

Golda Meir, 23 juillet 1973.

« On n'annexe pas ce qui vous appartient. »

Itshak Shamir*



Colonie israélienne en Cisjordanie

Le but des sionistes est de rendre irréversible l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en créant des faits accomplis. Pour l'opinion internationale, on insiste sur le caractère religieux (Judée, Samarie). Sur le terrain, pour motiver les colons juifs, on leur consent d'importants avantages matériels (loyers bas, prêts ...).

« Les Israéliens pensent qu'ils peuvent nous obliger au choix suivant : abandonner notre sumud (ténacité, persévérance) en quittant physiquement notre terre par l'exil, ou abandonner mentalement notre sumud en restant sur place et en collaborant avec l'occupant. »

Raja Shehadeh, *Tenir bon*. Journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée.

Face à ces tentatives de dépossession, les Palestiniens tentent de trouver une parade en développant une économie de résistance :

- en défendant pouce par pouce les terres palestiniennes menacées d'expropriation ;
- en développant une solidarité bancaire pour bloquer les ventes ;
- en créant des emplois pour freiner l'émigration ;

fabricant de savon



souffleur de verre



- en élisant des municipalités pro-OLP bénéficiant de l'aide financière des Palestiniens de l'exil ou de certains pays arabes.

« La résistance économique se réalise dans une situation bien déterminée, celle de la présence d'un colonialisme de peuplement fondé sur l'appropriation de la terre, l'installation de nouveaux immigrants juifs et la création du Grand Israël. Divers moyens sont utilisés par les autorités israéliennes (toutes sortes de restrictions) dans le but de détruire l'économie palestinienne et d'amener ainsi les Palestiniens à quitter le pays. »

Antoine Mansour, *Palestine : une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza.*



Dessins sur le mur.

Les Palestiniens en exil

3 416 000 Palestiniens vivent en exil : ils ont été chassés de Palestine par les différents conflits (1948, 1967 ...) ou sont les descendants de ces exilés forcés.

Voici les chiffres des réfugiés officiellement immatriculés en 1988 par l'UNRWA (organisation d'aide aux réfugiés qui dépend des Nations Unies).

	Réfugiés	Réfugiés dans les camps
Pour les territoires occupés depuis 1967 :		
Cisjordanie	375 835	94 562
Gaza	447 850	241 166
Pour les Palestiniens en exil :		
Jordanie	852 746	183 803
Syrie	259 854	65 390
Liban	281 520	139 702

Ces chiffres n'englobent pas tous les réfugiés : il faut remplir certaines conditions précises pour avoir droit à la carte de réfugié de l'UNRWA.

A noter enfin qu'avec les massacres de 1970 en Jordanie, de nombreux réfugiés palestiniens sont passés clandestinement et en pleine illégalité au Liban.

La vie dans les camps de réfugiés



Les plus pauvres vivent dans des camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et (rappelons qu'il en existe aussi en Cisjordanie et à Gaza).

Environ 2 millions de personnes vivent dans ces camps, dans des conditions particulièrement difficiles.

• Au Liban

Les camps sont surpeuplés : souvent une famille de dix personnes s'entasse dans une pièce unique de la taille d'un garage. Ce qui impressionne dans ces camps, c'est le nombre d'enfants que l'on rencontre : le taux de natalité des Palestiniens est particulièrement élevé.

Les conditions d'hygiène sont souvent déplorables : détrit, eaux usées ou stagnantes, habitations en tôles favorisent les proliférations microbiennes.

La malnutrition provoque des anémies, le kwashiorkor ou le rachitisme.

À ces conditions de vie particulièrement difficiles, il faut ajouter les bombardement des camps par l'aviation et la marine israéliite voire par l'armée de terre syrienne. Une partie importante de ces camps a été détruite par les bombardements ou les bulldozers israéliens notamment dans le Sud-Liban.

L'UNRWA fournit une aide alimentaire (rations) et assure la scolarisation des jeunes réfugiés.

La vie dans les camps au Liban est régie par les accords du Caire qui prévoient que les Palestiniens assurent eux-mêmes leur police à l'intérieur des camps.

• En Syrie et en Jordanie

Les camps sont étroitement surveillés par la police et l'armée.

Progressivement, la résistance palestinienne, par le biais de l'OLP, a pris en main la vie sociale dans les camps.

Le Croissant-Rouge palestinien a développé un réseau de dispensaires, voire d'hôpitaux. Il a entrepris des opérations de médecine préventive (vaccinations, consignes d'hygiène, etc.). Il soigne également les victimes des bombardements (blessés, mutilés ...).

La SAMED, entreprise palestinienne, développe ses ateliers dans les camps afin d'éviter de faire des Palestiniens les éternels assistés des organismes internationaux.

C'est cette infrastructure que les Israéliens ont essayé de détruire en 1982 au Liban. Ces pénibles conditions de vie expliquent le développement de la résistance armée (fedayin) dans les camps.

Dans ces camps, les Palestiniens ont tenu à maintenir les liens de leur société originelle :

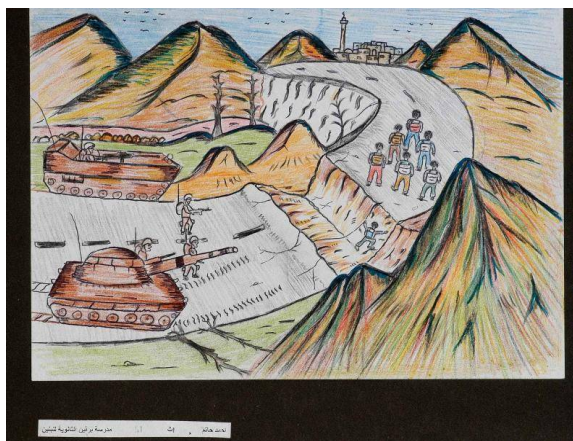
« Pour comprendre les réfugiés, il faut partir du fait qu'au moment de l'expulsion, ces groupes, ces communautés, ces villages, ces familles qui quittaient la Palestine, ont fait une espèce de transport tout à fait original : ils ont transporté leur modèle avec eux. Ils ressemblent un peu à des émigrés mais avec cette composante que c'est une société qu'on conserve parce qu'on espère un jour la ramener sur son sol. C'est une donnée essentielle pour comprendre la formation des camps, les formes de notabilité, les formes d'alliances : tout cela est essentiel si l'on veut approcher la réalité sociale du peuple palestinien.

De plus, il faut conserver cette société parce qu'on la sent menacée partout, parce que toute transformation, voulue ou pas, peut faire le jeu de la disparition et donc mettre en péril l'identité de ce peuple : cette Palestine est transportée, elle est conservée .

Troisième donnée importante : chaque camp reproduit une région de Palestine avec ses villages et ses structures. Dans l'exil, une liaison nouvelle s'établit entre Palestiniens : Palestiniens de Galilée et Palestiniens de Cisjordanie. »

Elias Sanbar

Dessin d'enfant palestinien



Les travailleurs émigrés palestiniens

Certaines familles ont tenté l'aventure en exil : en Europe (Allemagne de l'Ouest, Belgique ...) ou en Amérique.

Même en exil, la famille palestinienne conserve ses traditions.

Oum Kamal raconte :

« Que manque-t-il à une Palestinienne installée en Belgique ?

- Il manque la patrie. Rien ne saurait remplacer la Palestine. Nous vivons tout le temps à la palestinienne : nous mangeons la makloubà, le kifter, le mansaf [plats palestiniens] ...

- Quelle impression cela fait à une Palestinienne de voir à la télévision belge les images de la guerre au Liban ?

- Je me sens exactement comme en 1948 quand j'ai été obligée de quitter ma maison et ma patrie. Les pays arabes nous ont trahis. »

Oum Kamal évoque la diaspora familiale : *« J'ai sept frères : il y en a en Arabie Saoudite, en Jordanie, en Syrie, en Europe ... On ne peut se voir que tous les six ou sept ans. C'est difficile. Voilà la vie des Palestiniens ».*

La tradition orale reste vivace chez l'exilé.

Témoignage de Mohamed : *« J'ai quitté mon village quand j'avais 3 ans : j'en garde pourtant une image très nette. Je me souviens de notre village au bout de la route avec son école blanche. Mes parents me parlent tout le temps de leur village. Si j'aime la Palestine, c'est à travers eux, je la connais à travers eux ...*

C'était un pays où on vivait heureux : Il y avait des gens qui travaillaient dans les champs, il y en avait qui faisaient du commerce, d'autres travaillaient dans des usines ... Bref, c'était un pays comme les autres. Ce n'était pas dans le désert comme le disent les sionistes.

Les gens aimaient se réunir le soir. Il y avait des coutumes. Chaque soirée on allait chez l'un boire le thé, chez l'autre discuter ... C'était vraiment un peuple heureux, un peuple pacifique. D'ailleurs, si on a perdu la Palestine, c'est à cause de cela : on n'avait pas d'armée. On n'aurait jamais cru que quelqu'un viendrait nous chasser de notre terre. Tout cela, je l'ai compris grâce à mon père. »

Témoignage d'un autre Palestinien, travailleur émigré en Belgique :

« Voici une histoire que m'a racontée mon grand-père : il comptait dans ses amis des juifs de Palestine d'avant 1948. Un jour, ils sont venus chez mon grand-père et lui ont demandé à quoi cela lui servait de conserver les titres de propriété des champs et des terres qu'il avait en Palestine occupée depuis 1948. Plutôt que de conserver des papiers inutiles, ils lui proposaient d'acheter ces terres : il pourrait ainsi utiliser l'argent pour le bien-être de sa famille.

Ce qui m'a frappé chez mon grand-père, c'est sa détermination.

Il a dit qu'il n'avait pas besoin d'argent et qu'ils pouvaient creuser la terre qui lui appartenait : Vous pouvez la mettre sur un plateau de balance ... Sur l'autre vous pouvez placer l'équivalent en or, je ne vendrai pas, ni moi, ni mes enfants qui auront besoin de cet argent. Nous avons uniquement besoin de notre terre pour travailler.

Avant de mourir, il a rassemblé ses petits enfants, il nous a affirmé : Ce que j'ai fait pour vous, faites-le pour vos petits-fils. Vos terres vous appartiennent, gardez-les précieusement, elles n'appartiennent à personne d'autre ... Ce ne sont que des papiers mais tôt ou tard, ce seront des preuves : ces terres vous appartiennent, elles n'appartiennent pas à d'autres. »

Les Palestiniens intégrés dans les pays d'accueil

Les Palestiniens sont les mieux scolarisés du monde arabe : souvent ils constituent l'élite intellectuelle (médecins, ingénieurs, techniciens) des États arabes, notamment les pays du golfe Persique, la Jordanie, l'Égypte, l'Algérie ..

Les plus riches vivent dans de luxueuses villas à Beyrouth, Damas, Amman ou dans le Golfe.

Pour comprendre la diaspora palestinienne et la situation actuelle, il est nécessaire de faire l'historique de la question palestinienne.



Dessin d'enfant palestinien

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

UN CONSTANT BRASSAGE DE LA POPULATION

Dans l'Antiquité

La Palestine avant les Hébreux

C'est à Jéricho, en Palestine, qu'on a découvert les vestiges les plus anciens au monde attestant la sédentarisation (6500 av. J.-C.).

Située dans le « Croissant fertile », la Palestine est peuplée de Cananéens, puis d'Amorrites et de Phéniciens.

L'arrivée des Hébreux

Vers 1850 av. J.-C., partis d'Ur en Chaldée (aujourd'hui Irak), les Hébreux tentent de s'installer en Palestine : ils sont repoussés en Égypte par les Cananéens.

Vers 1300 av. J.-c., les Philistins s'installent sur la côte. Ils donneront leur nom à la région (en arabe : Falestin).

Les Hébreux en Palestine

À la même époque, les Hébreux, suivant les conseils de Moïse, reviennent d'Égypte et occupent Jéricho (1250 av. J.-c.).

L'Ancien Testament contient de nombreux récits relatant ces événements.

Il en résulte que :

- les Hébreux ne sont pas les premiers habitants de la Palestine ;
- les Hébreux, comme d'autres peuples sémites*, font partie d'une suite d'invasions une région fertile qui est aussi un nœud de communication important ;
- les Hébreux ont rencontré des résistances dues à la ténacité des habitants. De 1000 av. J.-c. à 586, les Hébreux dominent la Palestine.

Succédant au roi Saül « *qui ne cessa de guerroyer contre les Philistins* » (Samuel XVII), David fait de Jérusalem la capitale de son royaume. Salomon lui succède. A sa mort, le royaume est divisé en deux : au sud, le royaume de Judée, au nord, le royaume d'Israël (Samarie).

Une suite d'occupations : un brassage de populations

La Palestine connaît de nouvelles occupations : assyrienne (732 à 539 av. J.-c.), perse (Cyrus), grecque (Alexandre le Grand), romaine (Titus).

La population palestinienne est donc née du sage de ces différentes composantes : Cananéens, Amorrites, Phéniciens, Philistins, Hébreux, Assyriens, Perses, Grecs, Romains, Arabes.

Recherche

Rechercher dans la Bible l'histoire des Hébreux (Nombres, Josué, Juges, Samuel, ...)

Des Romains aux Anglais

L'occupation byzantine*

La domination romaine se prolonge par l'occupation byzantine qui dure jusqu'en 636.

L'occupation arabe

A partir du VIIe siècle, les successeurs de Mahomet dominent un vaste empire. Après le siège de Jérusalem (638), la Palestine passe dans l'orbite arabe : elle fait partie de l'empire arabe de Médine.

L'Islam s'y développe ainsi que la langue arabe qui supprime les langues régionales.

L'occupation franque

'En 1099, Jérusalem est prise d'assaut par les croisés*, après un cruel massacre.

De 1099 à 1190, les croisades* font de la Palestine un vaste champ de bataille : quatre États latins d'Orient voient le jour.

En 1244, le sultan arabe Saladin reprend Jérusalem : il invite les Juifs à rentrer en Palestine. C'est la fin des conquêtes franques.

La Palestine ottomane

Du XIVe au XIXe siècle, la Palestine est dominée par les mamelouks (anciens gardes du corps du sultan d'Égypte) : de 1517 à 1917, les Ottomans (Turcs) gouvernent la Palestine.

Pendant la Première Guerre mondiale, les Arabes du Proche-Orient (dont les Palestiniens) se soulèvent contre les Ottomans et se joignent aux Alliés : ceux-ci promettent aux Arabes l'indépendance dès que la guerre sera terminée.

Cependant cette promesse n'est pas tenue : le nationalisme arabe se sent frustré. La population arabe de la Palestine comprend alors 80 % de musulmans, 10 % de chrétiens et 10 % de juifs.

Après la défaite de l'Empire ottoman, la Palestine est placée sous mandat britannique : le but déclaré de ces mandats est, en dernier ressort, de mener ces peuples à l'indépendance.

Les Palestiniens luttent pour leur indépendance, mais deux obstacles se dressent sur cette voie :

- l'opposition de l'Empire britannique ;
- l'arrivée de plus en plus importante de Juifs fuyant les persécutions en Europe (pogromes d'Europe de l'Est) et poussés par le sionisme.

LA NAISSANCE DE LA TRAGÉDIE



Jérusalem

Le sionisme

On appelle « sionisme » le mouvement qui vise à rassembler les Juifs à Jérusalem (Sion est une colline de Jérusalem).

L'antisémitisme*, ou plus exactement l'antijudaïsme (cf. BT2 128-129) européen est à l'origine des principes énoncés par Theodor Herzl après l'affaire Dreyfus : les Juifs ne peuvent être intégrés dans les autres pays et doivent avoir leur propre état.

Il faut donc créer un État. Mais où ? Madagascar ? Ouganda ? Mozambique ? Congo belge ? Chypre ? Argentine ? ... On retient l'idée de la Palestine.

Pourquoi cette région ?

Pour l'Angleterre

La Palestine constitue une tête de pont pour contrôler la partie arabe de l'Empire ottoman.

« Le danger réside dans le bassin méditerranéen, charnière entre l'Occident et l'Orient, et route de la Grande-Bretagne vers ses colonies d'Extrême-Orient, route qui passe par le canal de Suez. En effet, de Rabat au Maroc jusqu'à Mersin en Turquie, il n'y a qu'un seul peuple jouissant d'une histoire d'une civilisation commune, d'une langue commune, le peuple arabe. Là se trouvent les possibilités d'une éventuelle renaissance nationale, et les ressources d'une probable puissance. »

Commission d'enquête de parlementaires britannique, 1907

Pour la France

Il s'agit de maintenir sa domination dans la région (Syrie, Liban) et de limiter la contagion du nationalisme arabe (Algérie, Maroc, Tunisie ...).

Argument commun à la France et à l'Angleterre

« Pour l'Europe, nous constituerons en Palestine un morceau de rempart contre l'Asie. Nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. »

Théodore Herzl

Pour les sionistes

La dimension religieuse (« Terre promise ») incite les Juifs à l'immigration. Les vagues de persécutions en Europe constituent pour le mouvement sioniste un excellent levier.

Mus par des intérêts différents, des gens dans le monde se retrouvent d'accord pour favoriser l'immigration juive en Palestine.

C'est ainsi que de nombreux Juifs persécutés en Europe deviennent des colons sionistes.

Cependant tous les Juifs ne sont pas sionistes :

« Les Juifs de Palestine se révèlent de farouches partisans de la colonisation en (...) Ouganda, et ne cessent de vitupérer contre la maudite terre de Sion, pays de tombeaux et de cadavres. »

Leemach, cité par Koestler, *Analyse d'un miracle*, Paris, 1949.

Montago dénonce le sionisme comme favorisant l'antijudaïsme :

« Si on s'amuse à dire aux Juifs que la Palestine est devenue pour eux un territoire national, on va voir alors tous les pays se débarrasser de leurs citoyens juifs et on trouvera en Palestine un nombre énorme d'habitants qui se mettront à renvoyer les vrais habitants du pays et à s'emparer de ce qu'il y a de meilleur. »

Mémoire d'Edwin Montagu au gouvernement britannique, le 23 août 1917.

Certains Juifs refusent le sionisme pour des raisons religieuses :

« Le peuple, sans posséder ni État ni terre, au temps de Moïse, était alors tellement heureux. »

Baron, *Histoire d'Israël dans Judaïsme contre sionisme* d'Emmanuel Lévyne.

« Le sionisme est un mouvement politique uniquement lié à l'impérialisme international et opposé à toute action de libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. Il est raciste et fanatique par nature, agressif, expansionniste et colonial dans ses buts, et raciste par ses méthodes. Israël est l'instrument du mouvement sioniste et la base géographique de l'impérialisme mondial, stratégiquement placé au cœur même de la patrie arabe afin de combattre les espoirs de la nation arabe pour sa libération, son union et son progrès. Israël est une source constante de menaces vis-à-vis de la paix au Proche Orient et dans le monde entier. »

Extrait de l'article 22 de la Charte nationale palestinienne, juillet 1968.

La colonisation sioniste en Palestine

La communauté juive de Palestine s'est maintenue à travers le temps : en 1882, des pionniers juifs roumains et russes construisent des colonies agricoles. Ils s'endettent et le baron de Rothschild* les sauve financièrement.

Les Arabes constituant une main-d'œuvre bon marché, les colons se transforment en « planteurs» : c'est la colonisation classique où un groupe de colons exploite la main-d'œuvre locale.

Survient alors le mouvement sioniste autour de Theodor Herzl.

En 1901, se crée le Fonds national juif qui collecte l'argent de nombreux Juifs afin d'acheter des terres qui constitueront « *la propriété inaliénable du peuple juif* ». Toute terre achetée par le Fonds national juif ne peut être revendue à un non-juif.

L'échec de la révolution russe de 1905 provoque un nouveau flot d'arrivants qui achètent des terres à de grands propriétaires arabes absentéistes : ceux-ci possèdent des surfaces importantes et vivent chichement à Beyrouth, au Caire ... pendant que leurs paysans (fellahs) travaillent leurs terres.

Comme les nouveaux colons exigent que les employeurs n'engagent que de la main-d'œuvre juive, de nombreux paysans se retrouvent sans travail.

Ainsi apparaît un nouveau type de colonisation. Il s'agit d'une colonie de peuplement : la population indigène doit disparaître progressivement au bénéfice des immigrants juifs.

« Le premier kibboutz - Deganya, au sud du lac de Tibériade, en 1908 - naquit d'un conflit entre le fermier agronome juif (qui ne cachait pas sa préférence pour la main-d'œuvre arabe qu'il payait fort peu) et les colons ouvriers juifs qui voulaient être les seuls à travailler la terre achetée par le fonds de colonisation. Ce mouvement des kibboutzim enclenchait en fait, sans que ses promoteurs en fussent forcément conscients, le processus de dépossession complète des Palestiniens. »*

Cédétim, *Palestine, Approche historique*, p. 14.



En 1917, malgré les promesses faites à Hussein Ben Ali, chérif de La Mecque (indépendance en échange de la participation à la lutte contre les Turcs), les Britanniques se croient autorisés à signer la déclaration Balfour qui ne sera rendue publique qu'en 1919.

« *Foreign Office*

Le 2 novembre 1917

Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie pour les aspirations sionistes des Juifs, qui a été soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, ainsi qu'aux droits et statut politique dont les Juifs pourraient jouir dans tout autre pays.

Je vous serai reconnaissant de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Sincèrement à vous.

Arthur James Balfour »

Quelques constatations élémentaires à propos de cette déclaration capitale :

- Les Anglais disposent d'un territoire sans consulter la population, comme ils en avaient pris l'habitude dans toutes les régions qu'ils souhaitaient coloniser ou contrôler.
- Contrairement aux affirmations sionistes (« *On va donner une terre sans peuple à un peuple sans terre* »), le texte évoque les droits des communautés non juives qui représentent à l'époque 90 % de la population et possèdent 97 % des terres.

Chaïm Weizmann* écrira plus tard :

« La déclaration Balfour de 1917 ne reposait sur rien ... Chaque jour et chaque heure de ces dix dernières années, je me suis demandé en ouvrant le journal : d'où viendra le prochain coup ? Je tremblais à la pensée que le gouvernement britannique ne me convoque pour me demander : Dites donc, quelle est cette organisation sioniste ? (...) Le Royaume-Uni savait que la plupart des Juifs nous étaient hostiles, nous étions seuls sur une petite île, quelques Juifs avec un passé étranger. »

Le drame palestinien se lit en filigrane dans ces deux phrases de leaders sionistes :

- l'une du Dr Weizmann (futur président d'Israël) :

« Nous n'avons jamais proposé qu'une minorité juive gouverne la Palestine. La Palestine ne deviendra un État juif que lorsque la majorité de ses habitants sera juive. »

- l'autre du Dr Gaster : *« Il faudra donner aux Juifs des privilèges jusqu'à ce qu'ils s'imposent par la force du nombre. »*

Lord Balfour déclare en 1921 :

« Le sionisme est plus important que les désirs et les préjugés de 700 000 Arabes. »

Le mouvement sioniste s'empare progressivement des terres palestiniennes.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU écrit en 1981 :

« Sa terre avait été promise à un autre peuple par un gouvernement étranger qui, à l'époque, n'avait aucun droit de souveraineté sur la Palestine. »

Montago écrit :

« Je refuse de reconnaître que la Palestine de nos jours soit liée aux Juifs en aucune manière ou qu'elle soit un endroit plus propice qu'un autre pour qu'ils y vivent. »

Si, en 1881, on compte 20 000 Juifs palestiniens, entre 1882 et 1917, 50 000 Juifs européens gagnent la Palestine.

Le mandat britannique

De 1917 à 1947, la Palestine est placée sous mandat britannique. C'est la période de déclin des impérialismes français et anglais, progressivement supplantés par les États-Unis.

Les Britanniques sont prisonniers de deux promesses contradictoires :

- l'indépendance promise aux Arabes ;
- la création du Foyer national juif promis par Balfour.

Ils favorisent l'immigration juive.

Les Palestiniens protestent :

- 1920 : manifestations à Jérusalem (14 Palestiniens tués), à Jaffa (157 tués, 705 blessés).
- 1921 : émeutes en Galilée. Attaques contre colonies à Jaffa (47 tués).
- 1925 : grève pour accueillir Balfour.
- 1935 : Ezzedine El Kassam organise la lutte armée.
- 1936 : grève générale de six mois à Jaffa, Naplouse, Jérusalem.

Le même scénario se répète :

- encouragement aux sionistes,
- opposition palestinienne,
- commission d'enquête,
- restriction momentanée de l'immigration juive,
- encouragement aux sionistes,
- ...

La grève de 1936 est capitale pour les Palestiniens : sa durée (six mois) souligne la détermination du peuple palestinien qui se soulève pour modifier l'attitude britannique en exigeant :

- l'arrêt de l'immigration juive ;
- l'arrêt de la vente des terres aux Juifs ;
- l'instauration d'un gouvernement patriotique palestinien.

La lutte armée s'organise pour créer un climat d'insécurité. 6 000 à 10 000 combattants participent à des opérations significatives :

- 200 000 arbres sont arrachés dans les colonies sionistes ; .
- 130 sabotages sont commis contre des voies ferrées ;
- 22 trains et 48 ponts sont détruits.

Finalement, la révolution de 1936 se traduit par un échec à cause :

- de l'absence d'une direction politique ;
- de la puissance militaire britannique ;
- de la trahison des féodaux et bourgeois arabes ;
- du développement du marché juif qui profite de la grève palestinienne.

La répression s'abat : 5 000 morts, 7 000 blessés, 5 000 détenus.

Pendant toute cette période, les immigrants financés par la diaspora ont renforcé leur présence en achetant des terres à des notables souvent absentéistes. Les sionistes ont affirmé en 1947 être propriétaires d'une grande partie du territoire sur lequel ils demandaient la souveraineté politique. En fait, la commission de l'ONU, le 15 juin 1947, constate que 93 % des terres sont la propriété des Arabes.

La Seconde Guerre mondiale

Les sionistes profitent de la guerre pour se doter d'une armée clandestine et d'une industrie militaire : ils prennent leur distance vis-à-vis de l'Angleterre et misent sur les États-Unis :

« Notre plus grand souci était le sort qui serait réservé à la Palestine après la guerre [...] Il était manifeste que les Anglais ne conserveraient pas leur mandat. Si l'on avait toutes raisons de croire qu'Hitler serait vaincu, il était tout aussi évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, sortirait très affaiblie du conflit ... Pour ma part, je ne doutais pas que le centre de gravité de nos efforts fût passé à l'Amérique, qui était en train de s'assurer la première place dans le monde et où se trouveraient les Juifs les plus nombreux et les plus influents aussi. »

Ben Gourion

Le 14 juillet 1944, les sionistes font sauter les services du cadastre de Jérusalem : les actes de propriété des Palestiniens sont détruits.

A la fin de la guerre, les sionistes jouissent de secteurs industriels et agricoles développés, d'une milice et de structures quasi gouvernementales.

- Le génocide hitlérien renforce le sionisme. 6 millions de Juifs meurent victimes du nazisme. Il faut aussi régler le problème des Juifs déplacés et qui se trouvent dans les camps de réfugiés en Allemagne.

La révélation de l'ampleur du génocide hitlérien permet aux sionistes de disposer d'une tribune considérable aux États-Unis et en Europe.

Le sentiment de culpabilité des Européens en fait des récepteurs particulièrement sensibles à l'argumentation sioniste. On passe inconsciemment de la solidarité avec le Juif opprimé au soutien au colon sioniste oppresseur.

Le monde occidental impose ainsi aux Arabes le règlement de la question juive, alors qu'ils sont étrangers aux persécutions antijuives.

Les gouvernements européens voient dans le sionisme un moyen d'évacuer la question juive sous d'autres latitudes ...

De nombreux antisémites européens voient d'un bon œil la création d'un État juif qui drainerait les Juifs du monde entier et qui serait un bastion occidental avancé au sein d'un monde arabe en pleine ébullition nationaliste.

La nation arabe est divisée par les frontières coloniales. Liban, Jordanie, Syrie jouent un rôle de plus en plus important. Certains régimes arabes (Syrie, Égypte, Jordanie) sont plus intéressés par un éventuel démembrement de la Palestine.

Les sionistes revendiquent :

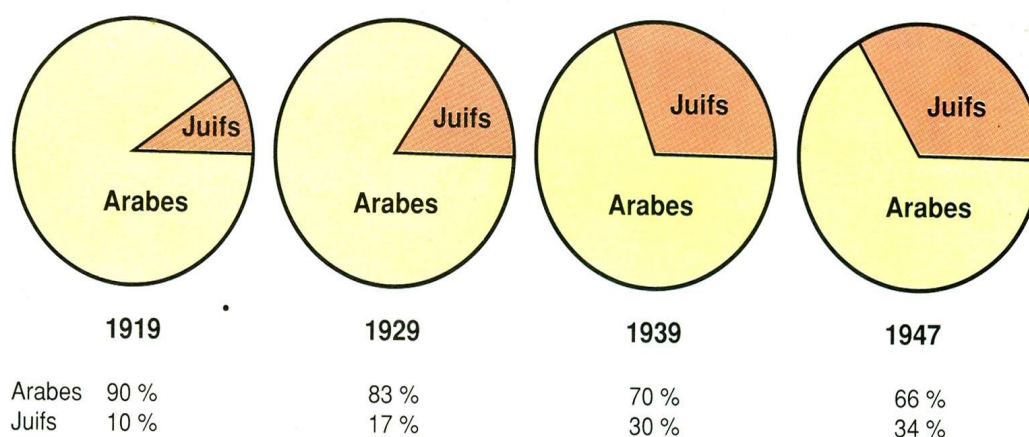
- la libre immigration en Palestine,
- la création d'un État juif,
- la création d'une armée juive.

Les Palestiniens organisent de nouvelles grèves (22 mai 1945, 2 février 1946) contre l'immigration juive et pour l'indépendance.

En 1918 : 56 000 Juifs sur une population palestinienne de 700 000 habitants.

En 1946 : 608000 Juifs sur une population totale de 1 850 000 habitants.

RÉPARTITION DE LA POPULATION EN PALESTINE



La création de l'État d'Israël

Le plan de partage de l'ONU

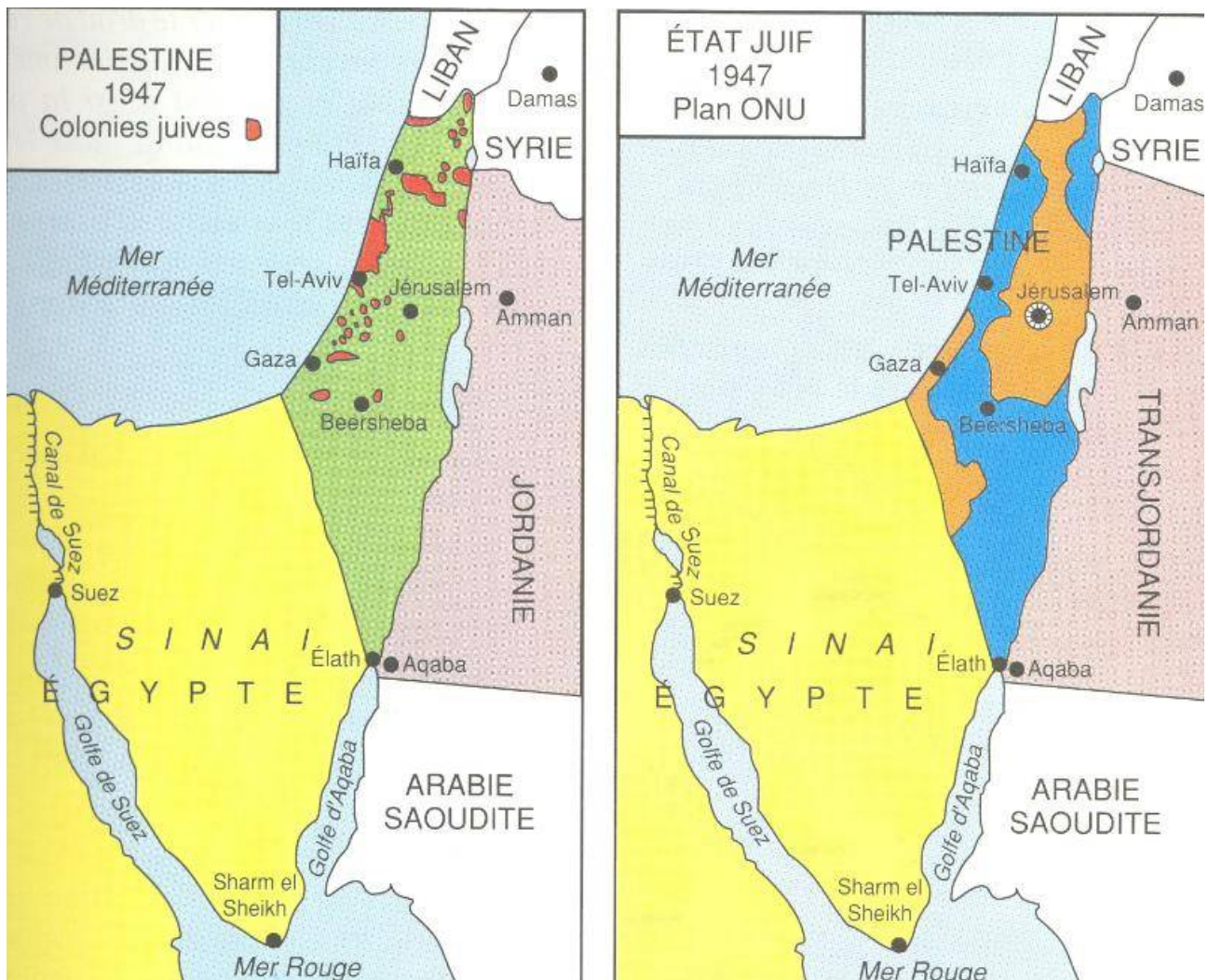
Les grandes puissances (États-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) - comme elles le font pour les frontières en Europe - négocient entre elles des plans de partage de la Palestine qui débouchent, le 29 novembre 1947, sur la création de deux États et de la zone internationale de Jérusalem.

Bilan du partage des Nations Unies :

- Un État arabe de 12 000 km² de superficie et 735 000 habitants dont 10 000 Juifs ;
- Un État juif de 14 200 km² de superficie et 905 000 habitants dont 507 000 Arabes possédant les deux tiers des terres ;
- Une zone internationale à Jérusalem portant 205 000 habitants dont 100 000 Juifs.

Il faut cependant noter :

- que la population palestinienne n'a jamais été consultée (le principe d'autodétermination n'a pas été respecté) ;
- que les grandes puissances partagent un terre arabe qui ne leur appartient pas.



Dans ce contexte, il était logique :

- que les Arabes rejettent ce plan de partage qui mutilé la Palestine ;
- que les sionistes l'acceptent, car c'est la reconnaissance du principe d'un État juif en Palestine.

Article 19 de la Charte nationale palestinienne (juillet 1968) :

« Le partage de la Palestine en 1947 et l'établissement de l'État d'Israël sont entièrement illégaux, quel que soit le temps écoulé depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie, et en contradiction avec les principes contenus dans la Charte des Nations Unies, particulièrement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination.

Les Nations Unies ont porté un coup au droit et à l'ordre internationaux par leur façon précipitée, superficielle et arrogante de résoudre le problème palestinien. L'Assemblée s'est détournée de la seule proposition logique consistant à organiser un référendum en Palestine. »

Alfred Lilienthal, écrivain juif américain.

Du partage au départ britannique (du 29 novembre 1947 au 15 mai 1948)

Les sionistes mettent à profit cette période pour créer un climat d'insécurité et provoquer le départ de nombreux Palestiniens :

- ils s'organisent militairement. Les groupes Stern, Irgoun, Haganah sont bien armés ;
- ils commettent des attentats contre des bus à Haïfa, sur le marché de Jérusalem, contre des villages, contre des boutiques et des maisons.

Des camions sillonnent la ville de Haïfa : *« Quittez la ville au plus tôt ! Des escortes seront fournies à ceux qui voudront rejoindre le territoire arabe ! Des conséquences terribles s'abattront sur ceux qui refuseraient de suivre ce conseil. »*

Témoignage d'Otto Koestler, *La Palestine en question*.

De nombreuses attaques de villages palestiniens visent à faire fuir la population terrorisée. La plus importante est celle de Deir Yassin, le 10 avril 1948. La Palestine est soumise à une terrible pression psychologique :

« Non seulement le massacre de Deir Yassin était justifié, mais il n'y aurait pas eu d'État d'Israël sans cette victoire de Deir Yassin. »

Menahem Begin, l'un des futurs chefs de l'État d'Israël.
Il conduisait cette attaque.

Dans la nuit du 9 au 10 avril, des commandos de l'Irgoun font irruption dans le village arabe de Deir Yassin situé près de Jérusalem, en criant au haut-parleur : *« Partez tous, si vous ne voulez pas mourir ! »*

Le 10, la Croix-Rouge dénombrera 250 cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants (dont 25 femmes enceintes).

L'écrivain Arthur Koestler dit, au sujet du massacre de Deir Yassin, qu'il fut l'un des *« facteurs décisifs, sur le plan psychologique, de cet exode spectaculaire »*

(A. Koestler, *The Other Exodus*, The Spectator, 18 mai 1961).

Le premier flot de réfugiés palestiniens se jette alors sur les routes de l'exil...

La proclamation de l'État juif

Le 15 mai 1948, le mandat britannique s'achève.

La veille, Ben Gourion proclame la création de l'État d'Israël « *en vertu du droit naturel et historique du peuple juif* ».

Bien que la déclaration de « *assure la plus complète égalité sociale et politique à tous ses habitants sans distinction de religion, de race ou de sexe* », de milliers de Palestiniens ont déjà été mis sur le chemin de l'exil...

Le 14 mai 1948 au soir, les troupes arabes (Syrie, Liban, Transjordanie, Égypte) attaquent le nouvel État : c'est un nouveau départ des Palestiniens qui espèrent revenir chez eux après la victoire.

La guerre éclate : les sionistes expulsent la population arabe de Ramallah, Hébron, Acre, Lydda, Nazareth.

Le comte Bernadotte, observateur à l'ONU affirme :

« *Ce serait une violation des principes de justice les plus élémentaires, si les victimes innocentes du conflit (les réfugiés arabes palestiniens) se voyaient refuser le droit de retourner dans leurs foyers, alors que les immigrants juifs affluent et ferment ainsi la porte au retour des réfugiés arabes dans les terres qu'ils possédaient depuis des siècles. De nombreux rapports font état de l'usurpation, du pillage et de la destruction de villages entiers, sans aucune raison militaire apparente.* »

Ben Gourion affirme :

« *Nous devons tout faire pour qu'ils ne reviennent jamais.* »

Le lendemain de la présentation de son rapport aux Nations Unies (16 septembre 1948), le comte Bernadotte est assassiné par les sionistes du groupe Stern.

En 1949, l'armistice est signé entre Liban, la Jordanie et la Syrie : c'est la défaite arabe.

Le 3 avril 1949, le roi Abdallah annexe la Cisjordanie (une partie de la Palestine et fonde le royaume hachémite de Jordanie.

« *La situation dans le monde arabe a fait que nous avons été occupés avant 1967 par l'armée jordanienne et c'était une occupation comme une autre pour moi.* »

Un émigré palestinien

Précisons encore qu'Israël n'a jamais défini ses frontières.

Le 10 juillet 1967, Golda Meir déclarait : « *Là où nous nous établirons, là seront nos frontières.* »

check point



LES DÉFAITES ARABES (1948-1967)

Les conséquences de la première guerre israélo-arabe

Un flot de réfugiés

Le nombre total de réfugiés varie suivant les sources :

- 750 000 (plus les habitants des villages frontaliers) d'après Cédétim ;
- 530 000 d'après Israël ;
- 925 000 d'après l'UNRWA (commission spéciale de l'ONU pour l'aide aux réfugiés, créée en 1949).

Le député israélien Uri Avnery déclarait en mai 1948 :

« *L'évacuation des civils arabes était devenue un but de guerre du sionisme.* »

Ainsi se pose le problème de l'avenir de ces déracinés palestiniens. Les sionistes sont formels : tout retour des Arabes est exclu. D'abord pour des raisons de sécurité, ensuite pour des raisons économiques et politiques.

Les gouvernements arabes ont montré leur incapacité à lutter efficacement contre le sionisme et leur volonté de s'approprier des morceaux de Palestine :

- la Jordanie annexe la Cisjordanie (20,5 % de la Palestine) ;
- l'administration égyptienne contrôle la bande de Gaza (1,5 % de la Palestine).

Israël occupe des territoires de plus en plus importants : 55% du territoire en 1947, 78% en 1949 (voir carte page 6).

Dans l'ouvrage de Sabri Jiryis, *Les Arabes en Israël*, on peut lire :

« *On peut se faire une idée de la quantité de terres qui sont passées d'une main à l'autre pendant la guerre israélo-arabe de 1948 en contemplant les ruines de 250 villages détruits par les Israéliens après l'expulsion de leurs habitants.* »

Traces de la destruction de la vieille ville de Naplouse par l'armée israélienne en 2002



De 1948 à 1956

Après avoir subi l'épreuve de la force, les Palestiniens connaissent celle des lois.

En 1947, les Juifs ne possèdent que 5,6% des terres palestiniennes. Sur 475 villages existant en 1948, 385 ont été détruits avant 1973 ! Les terres attenantes ont été confisquées par le Fonds national juif.

L'État sioniste promulgue alors une série de lois afin de confisquer « légalement » les terres arabes :

- loi des propriétés des absents (1950) qui permet de confisquer « légalement » les terres de ceux qui ont quitté leur village (exil, voyage, changement de village, ...).

- lois d'urgence qui permettent de prendre leur terre aux paysans pour des « raisons de sécurité ». Les régions frontalières du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, le Triangle de Gaza et l'axe Jaffa-Jérusalem des zones de sécurité ;

- lois sur les terres non cultivées (1949) qui autorisent le ministre de l'Agriculture à s'emparer des terres pour « garantir leur exploitation » ;

- loi sur l'acquisition de la terre (1953) qui rend la situation irréversible et le retour impossible. C'est par ces lois que la population des villages arabes chrétiens de Galilée, Ikret et Kfar Baram, est évacuée en 1948.

« L'évacuation devait durer quinze jours seulement, pour des raisons de sécurité. Au bout de quelques mois, les villageois, lassés des promesses, s'adressèrent à des tribunaux ; ils devaient en principe obtenir gain de cause mais leurs villages furent détruits avant que le jugement pût être rendu. » .

Israël Shalrak, professeur à l' université hébraïque de Jérusalem, dénonce de l'État d'Israël :

« Quel droit a l'État d'Israël - mon État - dont je suis citoyen, d'accorder à tout Juif le droit de venir s'installer à Haïfa, quand il est né à Moscou, pendant qu'il l'interdit aux gens nés à Haïfa ? »

Israël Shahak, *Le Racisme de l'État d'Israël* p.74

La loi du retour, en effet, spécifie que tout Juif immigrant en Israël obtient immédiatement la nationalité israélienne : on est reconnu Juif quand on est né de mère juive ou quand on s'est converti au judaïsme devant un rabbin orthodoxe.

« N'importe quel Juif, de n'importe quel point du monde, peut devenir citoyen d'Israël en prouvant sa judaïcité, il n'en est pas de même pour un Arabe palestinien né dans le pays. Cette discrimination raciale est particulièrement mal venue de la part d'un peuple qui en a souffert plus que tout autre et a désiré fonder un État précisément pour y échapper. »

Lorand Gaspard, *Histoire de la Palestine*, p. 128.

La loi sur la nationalité précise que les Juifs devenus Israéliens peuvent conserver leur première nationalité (double nationalité).

Israël Shahak dénonce le racisme dans le foncier :

« La principale organisation animant ce programme de prétendue judaïsation, très active ici aussi en France, est le Fonds national juif. Je récusé cette organisation à l'intérieur et; bien sûr à l'extérieur d'Israël, parce que ses règlements stipulent ouvertement qu'elle acquiert des terres pour les louer à des Juifs s ou pour y employer des Juifs exclusivement. En fait, une grande quantité, la majorité des terres en Israël, appartiennent à cette organisation et sont sujettes à ces conditions. »

I.Shahak, idem, p. 71.

1956 : l'expédition de Suez

En ce début des années 50, l'Égypte nasserienne est devenue le bastion de la lutte pour la libération et l'unité de la nation arabe.

Cette orientation se trouve en contradiction avec les intérêts des puissances coloniales françaises et britanniques (la France est en pleine guerre d'Algérie). La réaction ne se fait pas attendre :

« Le 19 juillet, arguant des livraisons d'armes soviétiques, qui font planer un doute quant à la solvabilité de l'Égypte, les États-Unis retirent leur offre de participer au financement du barrage d'Assouan, ils sont immédiatement imités par la Grande-Bretagne et la Banque mondiale.

Le 26 juillet, le président Nasser annonce à Alexandrie, devant une foule immense, qu'il nationalise la Compagnie universelle du canal de Suez ; les revenus tirés de l'exploitation de la voie d'eau permettront, dit-il, de financer la construction du barrage. »

Alain Delale, *Le Peuple français*, p. 28.

Le 29 octobre, Israël attaque « préventivement » l'Égypte.

L'intervention conjuguée de la France, de l'Angleterre et d'Israël suscite l'opposition des deux grandes puissances mondiales : les États-Unis et l'Union soviétique.

Bilan de l'expédition de Suez

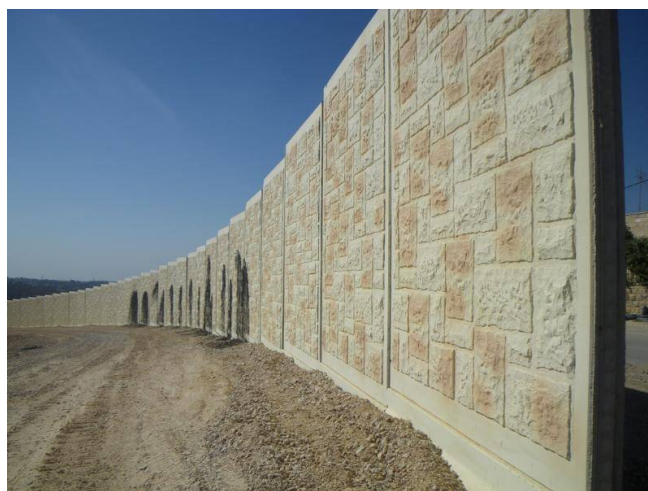
- L'expédition de Suez a soudé les socialistes français et les travaillistes israéliens.
- Israël occupe le Sinaï jusqu'au 16 mars 1957.
- L'ONU envoie des casques bleus sur la frontière égypto-israélienne et à Charm el Cheikh.
- Le 29 octobre 1956, les forces israéliennes commettent le massacre de Kafr Kassem :

« Quarante-sept Palestiniens du village de Kafr Kassem ont été mitraillés le 29 octobre 1956 : ce massacre préventif avait comme but d'éviter un soulèvement généralisé des Palestiniens.

Ayant décrété trente minutes seulement avant son entrée en vigueur un couvre-feu aussi arbitraire qu'inattendu, les soldats postés à l'entrée du village abattirent sans sommation aucune les paysans qui rentraient paisiblement de leurs champs en ignorant tout de cette décision. [...] Kafr Kassem n'est pas un incident de parcours mais la concrétisation logique d'une politique de type colonialiste en vertu de laquelle un peuple se trouve dépossédé de sa terre par des occupants venus d'ailleurs. »

Guy Hennebelle et Khemaïs Khayati, *La Palestine et le Cinéma*, E 100, p. 130-131.

Il existe un film *Kafr Kassem* de B. Alaouie, voir la filmographie.



Le mur côté israélien

La guerre des Six Jours (1967)

Deux dynamiques se combinent et vont provoquer une série de conflits armés entre Israël et les États arabes :

- l'État sioniste veut s'affirmer militairement dans la région et repousser ses frontières;
- les États arabes utilisent la cause palestinienne pour détourner les peuples de leurs problèmes intérieurs.

C'est Israël qui déclenche la guerre après la fermeture du golfe d'Akaba par Nasser :

« Partout le public craint l'attaque contre Israël, alors que les diplomates mieux informés et plus froids appréhendent plutôt un coup de force israélien. »

Maxime Rodinson, *Israël et le refus arabe*, p.199

Une nouvelle fois, Israël met en avant sa sécurité.

Conséquences de cette guerre

- des régimes arabes sont battus et montrent leur incapacité à lutter contre le sionisme.
- la résistance palestinienne se radicalise et tire la conclusion qu'il faut désormais *« ne compter que sur ses propres forces »* :
- de nouveaux territoires arabes sont occupés par Israël : le Golan syrien, le Sinaï égyptien, la Cisjordanie et la bande de Gaza palestiniennes ;
- Israël occupe et annexe la vieille ville de Jérusalem ;
- 500 000 nouveaux réfugiés viennent rejoindre les exilés ;
- les grandes puissances laissent faire ;
- Israël entreprend l'installation de colonies sionistes dans ces territoires ;
- l'ONU adopte la résolution 242, le 22 novembre 1967 :
- *« Le Conseil de sécurité,*

Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient,

Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité,

Soulignant en outre que tous les États membres, en acceptant la Charte des Nations Unes, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'article 2 de la Charte,

1. Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

I. Retrait des forces armées israéliennes de territoires occupés lors du récent conflit,

II. Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ;

2. Affirme en outre la nécessité :

a) de garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région,

b) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés,

c) de garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées,

3. Prie le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les États intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions de la présente résolution,

4. Prie le Secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial. »

Cette résolution implique la reconnaissance d'Israël par les États arabes et entérine la négation du peuple palestinien : les Palestiniens sont considérés comme des réfugiés.



L'architecte Nasser Arafat a récupéré les portes des vieilles maisons de Naplouse et les a faites peindre par des enfants.



LE RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE PALESTINIENNE (1967-1982)

Karame (21 mars 1968)

400 fedayin repoussent 12 000 soldats israéliens (1 258 d'entre eux sont tués) près de la localité de Karame, dans la vallée du Jourdain, à 35 km à l'ouest d'Amman. (Karame en arabe signifie «dignité ».)

Cette bataille donne confiance à la résistance, des milliers de jeunes Palestiniens la rejoignent : c'est un véritable coup de fouet moral.

Yasser Arafat devient président de l'OLP.

La guerre d'Octobre (1973), guerre du Kippour pour les sionistes, guerre du Ramadan pour les Arabes

Cette quatrième guerre est déclenchée par une attaque surprise de l'Égypte et de la Syrie. Cette initiative surprend l'état-major israélien qui contre-attaque pendant que les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza tentent de paralyser l'économie israélienne par une grève.

En fait, le déclenchement des hostilités par l'Égypte et la Syrie ne vise pas à libérer la Palestine, mais à pousser à l'ouverture de négociations avec Israël, Sadate étant favorable à l'impérialisme occidental.

Le 24 octobre 1973, un arbitrage américano-soviétique impose l'armistice, après que les Arabes aient utilisé l'arme du pétrole. Avec cette période s'ouvrent les négociations entre l'Égypte et Israël.

L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP)

1962, les Palestiniens se dotent d'une organisation militaire : El Assifa.

Le 30 décembre 1964, le Fath* signe sa première action : un commando de quatre hommes fait sauter une station de pompage eaux qui alimente le kibboutz d'Oum al-Kottom.

Voici le communiqué publié à cette occasion :

« Le 1er janvier 1965 commence notre guerre de libération, début d'une traversée bien longue sur le chemin ardu, mais traversée aux résultats certains, car il n'y a pas d'autre chemin qui mène à la libération. Notre peuple n'a choix qu'entre la lutte ou la soumission : nous n'avons rien qui puisse faire l'objet de compromis ou de marchandage. »

Les gouvernements arabes s'inquiètent de tentative d'autonomie des Palestiniens.

«Le gouvernement de monsieur Wasfi Tall a mis en œuvre pour neutraliser, dans la mesure de ses moyens, les éléments incontrôlés du groupe El Fath jusqu'à engager une véritable chasse aux fedayin dont certains ont même été abattus par la police jordanienne des frontières. »

Edouard Saab, *Le Monde*. 15 novembre 1966.

C'est pourquoi ces pays créent l'OLP, mais celle-ci est peu à peu prise en main par les Palestiniens eux-mêmes, après la défaite de 1967 et la victoire de Karame. Yasser Arafat (alias Abou Ammar) est élu président de l'OLP le 3 février 1969.

L'OLP regroupe les Palestiniens qui représentent les mouvements politiques (cf. BT2 n° 93, p.26), les syndicats (étudiants, ouvriers, femmes ...), les différentes organisations sociales (pour la santé : le Croissant Rouge palestinien), les organisations économiques (la Samed : entreprise palestinienne) ainsi que des personnalités indépendantes.

Le Conseil national palestinien fixe la ligne de l'Organisation de libération de la Palestine.

Le programme de l'OLP

Le programme de l'OLP peut se résumer ainsi :

- reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien ;
- utilisation de la lutte armée et de la diplomatie dans le cadre de la lutte de libération nationale.

« Je suis venu tenant d'une main un rameau d'olivier et de l'autre un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. »

Yasser Arafat, le 13 novembre 1974 à l'assemblée des Nations Unies.

- Création d'un État palestinien sur toute portion e territoire libéré ;
- lutte pour une Palestine laïque et démocratique où juifs, chrétiens et musulmans vivront avec les mêmes droits,

NB : l'OLP lutte pour la destruction des structures sionistes de l'État d'Israël. Dans leur propagande, les sionistes confondent la destruction de ces structures avec la destruction de la population. En outre, ils affirment que toute attaque contre la politique israélienne est, par essence, « antisémite ».

Dans l'OLP cohabitent divers mouvements politiques qui peuvent avoir des analyses différentes sur la tactique à adopter vis-à-vis de l'objectif final : la création d'un État palestinien. Certes un État, mais où ? Sur une partie ou sur toute la Palestine ? Avec qui et sur quelle base négocier ? Quel type d'opérations mener ? Sur quels alliés compter ? Comment se situer dans les contradictions du monde arabe ?

Autant de sujets capitaux qui peuvent provoquer des affrontements. Mais quel mouvement de libération nationale (y compris la Résistance française) a échappé à ce type de problèmes ?

Yasser Arafat, à l'ONU, a pourtant affirmé le 13 novembre 1974 :

« Notre révolution n'a pas été motivée par des facteurs raciaux ou religieux. Elle n'a jamais été dirigée contre l'homme juif en tant que tel, mais contre le sionisme raciste et l'agression flagrante.

On sait que les Juifs d'Europe et des États-Unis ont conduit la lutte pour la laïcité et la séparation de l'Église et de l'État. On sait qu'ils ont lutté contre la discrimination fondée sur une base religieuse. Comment donc peuvent-ils rejeter ce modèle humain honorable lorsqu'il s'agit de la Terre sainte, cette

terre de la paix et de l'égalité ? Comment peuvent-ils continuer de soutenir dans sa politique l'État le plus fanatique, le plus discriminatoire et plus fermé qui soit ?



En ma qualité officielle de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, je proclame que, lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nos perspectives englobent tous les Juifs vivant actuellement en Palestine qui acceptent de coexister avec nous dans la paix et et sans discrimination. »

L'OLP et les régimes arabes

« L'OLP est l'institution quasi étatique qui garantit trois éléments :

- elle préserve l'identité du peuple palestinien ;
- elle garantit la cohésion du peuple palestinien ;
- elle l'empêche de se dissoudre.

Il s'agit d'un instinct de conservation au niveau d'un peuple [...]

Je pense que l'OLP est légitime précisément parce qu'elle est perçue par tout Palestinien comme étant garante de la préservation nationale [...]

C'est la seule émanation du peuple palestinien perçue comme pouvant assurer un jour les retrouvailles entre l'identité conservée dans les déplacements, sous occupation ou en Galilée, et son assise physique, à savoir sa terre. »

Elias Sanbar

L'OLP est perçue comme un danger par les régimes arabes :

- elle est pluraliste puisque communistes et bourgeois palestiniens font partie de l'organisation ;
- elle est démocratique - chrétiens et musulmans cohabitent sans problèmes -, contrairement aux régimes de la région ;
- elle dispose d'organisations militaires qui peuvent servir d'appoint dans les conflits politiques locaux ou provoquer de violentes représailles israéliennes ;
- ses membres sont politisés et développent idées qui peuvent constituer des menaces pour les régimes réactionnaires au pouvoir.

« L'OLP est l'unique îlot de liberté et de démocratie au Proche-Orient. »

Mahmoud Darwich, *Les Nouvelles*. 17 novembre 1983,

- elle se veut indépendante des autres États.

Cette série de facteurs explique les interventions de la Jordanie (septembre 1970) puis d'Israël, des phalanges libanaises et de la Syrie (1982).

« Le nom de la Palestine était, par la voix des haut-parleurs arabes officiels, le moyen de disperser les manifestations qui réclamaient le pain quotidien et le droit à l'expression. »

Mahmoud Darwich, *Les Nouvelles*, 17 novembre 1983.

Les émigrés palestiniens sont très critiques vis-à-vis des régimes arabes :

« L'Arabie Saoudite dit : Nous autres, nous voulons défendre les intérêts du peuple palestinien. Mais quel est le pays qui fait le plus de commerce avec les États-Unis d'Amérique ? C'est l'Arabie Saoudite. Où l'Arabie Saoudite place-t-elle ses fonds ? Aux États-Unis. Rien qu'avec l'argent qu'ils ont déposé aux États-Unis, ils pourraient marchander, faire pression sur les États-Unis. Mais quand on sait qu'ils sont contrôlés par les États-Unis - les meilleurs conseillers du roi Fahed sont des Américains - ce qu'ils disent est peu crédible. La seule solution, c'est que les masses arabes se réveillent: c'est ce qui se passe tout doucement. Y'a que ça qui peut nous faire récupérer la Palestine. »

Malgré toutes ces ambiguïtés, l'OLP était déjà reconnue par 105 pays, lors du passage d'Arafat à l'ONU le 13 novembre 1974.

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Septembre noir (1970)

En dix jours, 55 000 soldats jordaniens viennent à bout de la résistance palestinienne en Jordanie : plus de 20 000 Palestiniens sont tués, ce qui vaut au roi Hussein le qualificatif « boucher d'Amman ».

Il apparaît désormais clairement que le conflit du Proche-Orient n'est pas un conflit entre Juifs et Arabes, mais qu'il a ses racines dans l'impérialisme occidental qui a créé Israël et qui soutient les régimes arabes.

Septembre 1970 reste gravé dans les mémoires palestiniennes comme le *Septembre noir*. Les palestiniens perdent une base importante (la Jordanie) : une grande partie des réfugiés palestiniens se replie illégalement au Liban.

Traumatisés par l'aventure jordannienne, ils se structurent au Liban pour se mettre à l'abri d'un pareil massacre, au point de devenir un véritable État dans l'État.

L'invasion israélienne de 1982 mettra un terme à cette situation.

« Il faut signaler que les massacres de Palestiniens en Jordanie et au Liban n'ont même pas suscité une seule manifestation dans n'importe quelle capitale arabe. Ces faits montrent que les masses arabes ne sont pas encore conscientes et que la répression est si dure que les peuples arabes ne peuvent exprimer leurs sentiments. »

Un émigré palestinien

Terrorisme ou résistance ?

« Les médias trafiquent l'actualité comme ils le veulent. Quand on voit un Palestinien avec une arme à la main, c'est tout de suite un terroriste : ce n'est pas un combattant qui lutte pour sa terre. »

Témoignage de Mohamed, exilé palestinien.

Précisons que certains attentats anti-juifs ou anti-OLP ont été commis par les services spéciaux de certains gouvernements (Israël, Irak, Syrie ...) pour influencer sur le cours de la politique du moment.

L'OLP, ayant opté pour la lutte armée pour faire entendre sa voix, est devenue la cible des médias occidentaux: Zarka, Munich, Maalot, Kyriat Shmoneh ... autant de unes dans nos journaux. (Il s'agit d'opérations commandos dont certaines ont fait d'innocentes victimes.)

Plusieurs arguments méritent d'être pris en considération :

- Des atrocités ont été commises des deux côtés ; il ne faut pas pour autant renvoyer dos à dos les deux parties. Les Palestiniens ont été injustement dépossédés de leur terre.

- Les Palestiniens font la guerre aux riches avec les moyens des pauvres. Face à des attaques par air, terre et mer, ils ne disposent que d'un matériel léger. Ils ne peuvent pratiquer la guerre classique.

- De 1949 à 1964, les Palestiniens n'ont pas pratiqué d'actes de violence. Leurs conditions de vie ont-elles été améliorées pour autant ? Leurs droits nationaux ont-ils trouvé une réalisation concrète?

- Souvent on attribue à tort des attentats aux Palestiniens. Par contre, on n'entend guère parler du



largage sur les camps de réfugiés de jouets piégés (*Orient, le Jour* du 17 mai 1974, *Le Figaro* et *L'Humanité* du 18 mai 1974), de napalm, de bombes à fragmentation ou à implosion.

- On accuse l'OLP de s'en prendre à des civils. L'OLP explique qu'un de ses buts est de créer un climat d'insécurité de manière à freiner émigration et tourisme, deux armes au service de l'État sioniste.

- Enfin les Palestiniens nous interpellent en nous demandant si les résistants français, algériens, vietnamiens n'ont jamais tué personne. Étaient-ce des résistants ou des terroristes ? Alors pourquoi refuser à eux, Palestiniens, le noble qualificatif de « résistants » ?

« Le peuple palestinien a obligé de prendre les armes. Si la Révolution palestinienne est arrivée à cette solution, c'est par la force des choses : on veut exister. On nous a enlevé nos terres, on nous a enlevé notre existence, on nous a enlevé tout ce qu'on peut enlever. Il n'y a qu'une chose qu'ils n'ont su nous enlever et qu'il ne sauront jamais nous enlever : nous sommes conscients au fond de nous-mêmes que nous sommes Palestiniens par le sang et les racines. C'est la seule chose qu'on ne pourra jamais nous enlever. Ce sont nos attaches à la terre, nos attaches à notre patrie : c'est la seule chose qu'on n'a pas encore perdue et qu'on ne perdra jamais. »

Un palestinien exilé

La guerre civile au Liban (avril 1975-1976)

Cette guerre éclate pour de multiples raisons :

- Le Liban comprend des très riches et des très pauvres.
- La structure politique du Liban repose sur une distribution des fonctions d'après la communauté (président de la République : chrétien; président du Parlement: chiite ; Premier ministre : sunnite; chef de l'armée : maronite ...). La « gauche » (1) réclame une laïcisation de l'État.
- La présence palestinienne au Liban est critiquée par la droite, défendue par la gauche.
- Les Palestiniens sont responsables de la police dans les camps (accords du Caire avec l'État libanais en 1969). De son côté, Israël multiplie ses raids meurtriers et indispose ainsi la population libanaise,
- La réaction arabe voit d'un mauvais œil l'alliance entre la gauche libanaise et la résistance palestinienne.

Une série de provocations vont constituer l'étincelle qui va mettre le feu aux poudres :

- En février, les pêcheurs du Sud-Liban protestent contre une concession accordée à la société Protéine. En réponse, l'armée intervient. On dénombre 25 victimes.
- En avril 1975, un autobus transportant des Palestiniens tombe dans une embuscade phalangiste (30 tués, 25 blessés).

« La guerre civile libanaise interrompue depuis un accrochage entre phalangistes et Palestiniens à Aïn-el-Remaneh en avril 1975, avait pris peu à peu des allures de guerre de Religion avec la multiplication des enlèvements et des exécutions sommaires au simple vu de la mention de l'appartenance communautaire inscrite sur les cartes d'identité. »

Universalia 1977, p. 251.

Dans l'optique d'une division du Liban d'après les communautés, les phalangistes instaurent le blocus des camps de Tall-el-Zaatar et de Jisr-el-Bacha (3 janvier 1976), avec la complicité des Syriens et des Israéliens :

Tall-el-Zaatar résiste héroïquement pendant cinquante-deux jours : sur 40 000 habitants, on compte 3 200 tués, 6 000 blessés.

Plus tard, accusé par les travaillistes israéliens après les massacres de Sabra et Chatila (16 septembre 1982), Ariel Sharon contre-attaquera en leur demandant ce qu'ils faisaient au moment de ce siège tragique ...

Deux mille personnes sont massacrées le 20 janvier 1976 dans le camp de la Quarantaine. Le bidonville est rasé au bulldozer par les phalangistes.

« Tandis qu'en 1975, les Palestiniens se sont efforcés de rester à l'écart de la crise, l'encerclement par les phalangistes des camps de réfugiés de Dbayé et de Tall-el-Zaatar en janvier 1976 a marqué à la fois l'entrée en guerre des fedayin aux côtés du Mouvement national et la réconciliation des organisations liées au Front du refus avec l'OLP. »

Universalía 1977, p. 252.

Ces événements provoquent l'entrée des Palestiniens dans les combats. Palestiniens et Libanais progressistes contre-attaquent : ils commettent des massacres à Damour. .

« Yasser Arafat - que ses troupes débordent fréquemment - n'a pas réussi à empêcher les représailles des 15-21 janvier contre les villages chrétiens de Damour, Saadiyate et Jiyeh. il s'est laissé entraîner par Kamal Joumblatt et les extrémistes du Front du refus. »

Universalía 1977, p. 253.

L'avancée palestino-progressiste est arrêtée par les Syriens qui interviennent aux côtés des phalangistes (droite chrétienne).

Beaucoup de questions restent posées quant au rôle de la Syrie :

- Joue-t-elle la partition du Liban pour réaliser son projet de « Grande Syrie » ?
- Intervient-elle pour défendre les intérêts occidentaux ?

Officiellement, elle intervient pour maintenir l'ordre.

Pourtant elle se garde bien d'intervenir au Sud-Liban afin d'éviter toute confrontation avec Israël.

Le 30 mars 1976, 80 % des Palestiniens d'Israël participent à un mouvement en liaison avec les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (grève générale) : c'est la « Journée de la Terre ».

(1) Le concept de « gauche libanaise » a souvent été remis en cause.

Camp David (1) (1978)

Le 23 juin 1977, Menahem Begin devient Premier ministre d'Israël.

Il rencontre Sadate, le président égyptien, à Jérusalem, le 19 novembre 1977. En septembre 1978, les deux États signent les accords de Camp David :

- l'Égypte récupère le Sinaï (c'est son problème ...) ;
- elle cautionne la politique sioniste, ce que l'OLP ne peut accepter ;
- elle refuse de reconnaître les droits des Palestiniens (autodétermination, État, retour, élection des représentants palestiniens) ;
- elle accepte l'installation de colonies sionistes en Cisjordanie et à Gaza ;
- elle reconnaît le démembrement permanent du peuple palestinien.

Ces accords abondamment retransmis à la télévision sont salués en Occident comme une initiative de paix.

Du côté arabe, c'est le tollé général :

- la paix avec Israël est inacceptable tant que l'on n'aura pas réparé l'injustice faite au peuple palestinien ;
- une nouvelle fois, un État arabe parle des Palestiniens à leur place sans les consulter; Sadate avait pourtant affirmé, lors de la XIII^e session du Conseil national palestinien :

« Le peuple palestinien seul, peut prendre les décisions concernant tout ce qui touche à sa destinée et à sa cause. Personne, quel qu'il soit, ne peut exercer une tutelle sur le peuple palestinien ou lui imposer sa volonté. »

Les accords de Camp David annoncent une série d'événements dramatiques pour le peuple palestinien :

- Après le traité de paix avec l'Égypte (mars 1979), Israël peut concentrer ses armées sur les autres fronts.
- La colonisation galopante et l'annexion rampante de la Cisjordanie et de Gaza se mettent rapidement en place; il faut briser toute résistance palestinienne :
- une série d'attentats vise les maires palestiniens (Naplouse, Ramallah) ;
- Jérusalem est proclamée capitale d'Israël (juillet 1980) malgré les protestations internationales ;
- Israël lance son armée au Liban pour liquider l'OLP et les structures économiques, sanitaires et sociales palestiniennes, ruinant ainsi les espoirs palestiniens.

(1) Camp David: du nom de la résidence du président des États-Unis où fut signé le traité.

Les tentatives de liquidation de l'OLP (1982-1987)

De 1967 à 1982, l'OLP s'est renforcée politiquement et militairement au Liban. Israël est décidé à frapper le mouvement palestinien.

La tentative israélienne

Prétextant des tirs de kathiouchka sur la Galilée (en fait, les Palestiniens les avait arrêtés depuis le cessez-le-feu passé entre Israël et l'OLP), les Israéliens bousculent les forces d'interposition de la FINUL, casques bleus de l'ONU) et envahissent le Sud Liban. L'opération « Paix en Galilée » ainsi dénommée par les sionistes - tue paradoxalement beaucoup de Galiléens, c'est-à-dire les Palestiniens réfugiés au Liban en 1948.



La sécurité : un argument bien commode !

Israël a toujours mis en avant l'argument de sa sécurité : le petit État d'Israël se sent menacé par ses puissants voisins arabes.

Or, chaque guerre a montré l'ampleur des moyens de défense et surtout ses moyens d'attaque. Il suffit de comparer ses frontières actuelles avec celles de l'ONU de 1947 : le petit État «démocratique» s'est toujours agrandi par ses victoires ...

La sécurité est un prétexte permettant :

- de repousser toujours plus loin les frontières du pays ;
- de confisquer les terres ;
- de maintenir un climat de répression ;
- de barrer l'accès à certaines responsabilités aux non-juifs ;
- de se doter d'une production militaire hors série ; Israël vend des armes aux régimes dictatoriaux que le congrès américain refuse d'armer : Guatemala, Honduras, Chili, Nicaragua de Somoza ... ;
- d'obtenir le soutien financier des États-Unis et de la diaspora juive.

C'est la destruction de l'organisation du peuple palestinien en exil qui est le véritable motif de cette agression entreprise au mépris du droit international.

Au Liban, l'OLP a créé de nombreuses structures visant à maintenir le sentiment d'appartenance nationale : le Croissant-Rouge palestinien possède ses hôpitaux et ses dispensaires ; la SAMED - entreprise palestinienne - fournit du travail aux chômeurs des camps ; étudiants et ouvriers palestiniens ont leurs propres syndicats ; les femmes se regroupent dans des associations; les enfants des martyrs (résistants décédés) sont pris en charge dans des orphelinats; un travail de défense de la mémoire collective est entrepris (archives, préservation de la culture palestinienne). Au Liban, l'OLP est un État dans l'État pour le meilleur et pour le pire. Pour le pire : certains Palestiniens n'hésitent pas à aller faire le coup de feu à l'extérieur des camps, augmentant l'insécurité libanaise; ils alimentent des campagnes de dénigrement de ceux qui veulent chasser les Palestiniens du Liban. Pour le meilleur: c'est tout un peuple qui s'organise avec l'espoir du retour dans sa patrie.

C'est cette préfiguration étatique qu'Israël veut liquider quand Tsahal - l'armée israélienne - se lance sur le Liban. L'objectif annexe est aussi de ruiner les espérances des habitants des territoires occupés en l'OLP. Cette conquête permet aussi d'occuper le Sud-Liban et de mettre la main sur les eaux du fleuve Litani.

Le bilan est clair:

- Les troupes de l'ONU ont laissé passer les agresseurs.
- Pas un seul régime arabe n'est venu défendre les Palestiniens.
- Beyrouth, capitale arabe, a été partiellement rasée sans réaction internationale.
- Sous protection française, l'OLP quitte Beyrouth pour Tunis avec ses combattants. L'opération s'effectue devant une foule considérable qui témoigne sa sympathie à l'organisation palestinienne.
- 6 700 morts, 30 000 blessés. Par leur courage, les Palestiniens ont suscité l'admiration du monde. De nombreux hommes politiques estiment qu'Israël est allé trop loin. Les massacres de Sabra et Chatila, accomplis sous occupation israélienne par des miliciens libanais et destinés à faire fuir les Palestiniens du Liban, révoltent l'opinion internationale.

F. Mitterrand, l'ami d'Israël » reconnaît: « *Elle [l'OLP] a acquis le droit de se battre. Il faut trouver une solution au problème des droits légitimes du peuple palestinien.* »

- Israël et la Syrie se partagent la dépouille du Liban. Le président libanais Amine Gemayel paie de sa vie son opposition à cette partition.

Son projet se heurte a Israéliens et des Syriens : le 14 septembre 1982, il est assassiné.

De plus en plus d'Israël réclament la paix. Les Palestiniens espèrent que la défaite militaire va se transformer en victoire diplomatique.

Les pacifistes israéliens

Il est difficile de définir rigoureusement cette expression. Néanmoins, les pacifistes israéliens se retrouvent sur certaines positions:

- la garantie de la sécurité de l'État d'Israël ;
- l'évacuation du Liban, du Golan, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ;
- la paix en échange des territoires ;
- la reconnaissance de l'OLP pour les négociations.

Les principaux mouvements pacifistes israéliens sont :

- « La Paix maintenant », lié au parti travailliste israélien.
- « Stop à l'occupation ».
- « Année 21 ».
- « Il y a une limite », soldats qui refusent d'aller servir au Liban ou dans les territoires occupés.
- Les « Femmes en noir », femmes israéliennes qui manifestent régulièrement en noir pour la libération des prisonniers palestiniens. ..



La tentative de liquidation syrienne

Pour l'OLP s'ouvre une période très difficile:

- Certains Palestiniens voulaient se battre au Liban jusqu'au bout. Ils n'ont accepté ni l'idée de repli tactique sur Beyrouth, ni le départ , pour Tunis.

- Certains Palestiniens rejettent l'idée de contacts avec des Israéliens, fussent-ils pacifistes.

- Certains pays arabes tentent de favoriser une scission de l'OLP. Arafat est bloqué au Liban (Tripoli, décembre 1983) par une curieuse tenaille israélo-syrienne : aux uns le siège terrestre, aux autres, l'encerclement maritime. La Syrie aide ouvertement les dissidents.

- L'ensemble des Palestiniens constatent leur puissance devant tant d'injustices accumulées.

« Il se peut que les Israéliens applaudissent de joie parce que la prophétie de leur général d'il y a dix ans est devenue réalité : nous pousserons les Arabes à tuer des Arabes avec des armes arabes sur une terre arabe. »

Mahrnoud Darwich, *Les Nouvelles*, 17 novembre 1983.

On peut considérer ces soubresauts comme des manifestations d'impuissance et d'impatience, Face à la politique israélienne du fait accompli, face à un flagrant déséquilibre militaire, face à la passivité des régimes arabes et européens, il n'existe pas actuellement de solution aux problèmes du peuple palestinien:

- Israël ne fera pas de cadeau gratuitement ;
- l'OLP ne peut s'imposer militairement ;
- Israël gagne du temps et colonise la Cisjordanie et Gaza;
- quelle que soit la tactique utilisée par l'OLP, il n'y a pas de solution possible dans l'immédiat, du fait de l'intransigeance sioniste et de la complicité des autres États,

Les Nations Unies et le monde sont conscients de l'injustice dont a été victime le peuple palestinien. Personne n'ose néanmoins s'opposer à la politique des faits accomplis par Israël, soutenu inconditionnellement par les États-Unis.

Décidément, le peuple palestinien est bien seul face à une injustice qui continue de se perpétrer à ses dépens depuis 1917 :

- il est opprimé par Israël du fait de l'idéologie sioniste ;
- il est utilisé par ses prétendus alliés, pays arabes ou URSS, en fonction des situations locales ou internationales ;
- il est ignoré par de nombreux gouvernements,

C'est une situation complexe que doit gérer le Conseil national palestinien d'Alger (1983) : l'OLP est menacée d'éclatement sous l'effet conjugué de la répression israélienne et des manipulations des régimes arabes locaux,

La tension est vive avec la Jordanie qui expulse Abou Jihad d'Amman (juillet 1986). Chef historique populaire, ce dernier est assassiné en avril 1988. Il est vrai que depuis le 8 décembre 1987, les territoires occupés sont marqués par le déclenchement de l'Intifada dont Abou Jihad est considéré comme le responsable.



Cheik point

LE REDRESSEMENT DE L'IMAGE AVEC L'INTIFADA (DEPUIS DÉCEMBRE 1987)

La traduction exacte du terme Intifada est « le soulèvement », Médiatiquement appelée « révolution des Pierres », cette résistance populaire à l'occupation est un mouvement beaucoup plus profond en réalité. Pour preuve, sa durée malgré la violente répression.

Les télévisions du monde entier ont surtout mis l'accent sur ces adolescents palestiniens qui défient l'occupant pierre à la main avant de s'égayer dans les ruelles à la moindre apparition de soldats israéliens. Mais ces pierres ne sont qu'un épiphénomène d'un mouvement national, social et politique beaucoup plus profond.

LA BANDE DE GAZA ET LA CISJORDANIE

Le 8 décembre 1987, la bande de Gaza et la Cisjordanie sortent d'une longue période d'échecs: traumatismes liés à la situation des familles au Liban, maintien du Likoud (extrême droite) au pouvoir à Tel-Aviv, accords de Camp David (1979).

En 1976, les Palestiniens avaient placé leurs espoirs dans l'élection des maires proches de l'OLP ... Entre 1980 et 1982, ces derniers sont expulsés, destitués ou victimes d'attentats. Bassam Chakaa, Karim Khalaf, Ibrahim Al Tawil sont les cibles de graves attentats.

Israël tente la mise en place de « ligues de village » (collaborateurs) destinées à remplacer l'OLP dans son rôle dirigeant. C'est un échec pour les sionistes.

L'accord entre Arafat et le roi Hussein de Jordanie signé en 1985 est rompu en 1986.

En Union soviétique, Gorbatchev inaugure la perestroïka et autorise les Juifs soviétiques à immigrer en Palestine. Début 1991, 200 000 nouveaux arrivants se seraient installés en Israël, à Jérusalem-Est - illégalement annexée - et dans les territoires occupés. Cette immigration crée un nouveau déséquilibre entre Juifs et Palestiniens. Ilan Halevy rappelle que « *tout droit connaît pour limite un autre droit* ».

Ainsi le « droit au retour » n'existe pas pour les Palestiniens qui voient le camp des occupants sans cesse augmenter.

L'eau : un enjeu stratégique

Outre les confiscations de terres, il faut souligner le pillage de l'eau en Cisjordanie. Les paysans palestiniens se voient imposer des limites draconiennes à la consommation d'eau, alors que les colons juifs peuvent librement arroser les pelouses des colonies. Les paysans palestiniens ne peuvent creuser de puits sans autorisation des autorités israéliennes. Enfin, 40 % de l'eau d'Israël vient des territoires occupés.

La maîtrise de l'eau est un enjeu considérable dans la région: *Libération* titre le 25 janvier 1992 : « *L'eau qui divise le Proche-Orient, le Jourdain ne suffit pas aux besoins de ses riverains. L'aménagement des bassins du Nil, du Tigre, de l'Euphrate sera seul garant de l'avenir régional.* » A cette liste, on pourrait ajouter le Litani libanais.

Face à cette situation, les Palestiniens ont pris l'habitude de résister : ils possèdent une longue expérience de lutte contre l'occupation. Ils refusent l'humiliation, qu'elle soit imposée à leurs frères en exil ou à leurs frères de l'intérieur.

Ce refus de la résignation est depuis longtemps entretenu par la vie associative, la rue et la prison, véritables écoles du nationalisme palestinien.

75 % des Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés y sont nés et ont grandi en contact étroit avec cette vie associative: jardins d'enfants, écoles, camps de jeunes, groupes sportifs, scouts, ateliers, comités d'action sociale, ligues de femmes, syndicats. Autant de lieux où s'est enraciné le nationalisme palestinien.

Depuis 1967, plus de 500 000 personnes ont été arrêtées. Contacts, manifestations, poèmes mènent à la prison : on y rencontre d'autres militants qui vont parfaire l'éducation de base. Le refus d'effacer un graffiti peut coûter cinq ans de prison et 750 \$ d'amende ... On a le temps de se former ...

C'est sur ce terreau fertile que s'est développée l'Intifada.

UNE KYRIELLE D'ACTIONS SPONTANÉES OU ORGANISÉES

A l'origine de ce mouvement, un incident survenu le 8 décembre 1987 : un camion militaire israélien accroche une voiture palestinienne. C'est l'embrasement : parti de Gaza le soulèvement gagne la Cisjordanie et Jérusalem-Est.



L'Intifada se traduit par une multitude d'actions variées : tracts, graffiti, journaux, affiches, bulletins, agences de presse diffusent informations et mots d'ordre.

L'armée d'occupation n'hésite pas à tirer sur les diffuseurs ou sur ceux qui écrivent sur les murs. Écrire un slogan sur un mur constitue un acte de bravoure. On compte chaque jour les morts ... En trois ans de soulèvement, on dénombre plus de victimes que pour la révolution roumaine ...

Les fils électriques ou téléphoniques sont garnis de

drapeaux aux couleurs nationales interdites, autant de défis à l'occupant.

Le président Mitterrand précise :

« En tout cas, quelle que soit la dialectique employée, rien n'autorise cette répression continue où l'homme devient gibier et où reprend l'éternel va-et-vient de l'agresseur et de l'agressé, de celui qui tue, de celui qui meurt. Je pense que ce qui se passe en ~Jordanie a assez duré. »

Le Monde, 27 octobre 1989.

Il est très difficile d'obtenir des chiffres : ils varient en fonction des sources. Par ailleurs, un décès peut survenir après le choc. Pour le deuxième anniversaire de l'Intifada, on comptait déjà 59 expulsions, 1 000 maisons détruites ou scellées, 101 550 blessés (une véritable génération d'éclopés !), 782 victimes, plusieurs dizaines de milliers d'arbres arrachés. Ces chiffres sont à mettre en relation avec la population palestinienne totale (823 685 personnes).

Voilà pour ce qui est médiatisé.

Ce qui est moins connu, c'est la dynamique de tout un peuple pour s'affranchir de l'occupant: création de coopératives agricoles pour être plus autonomes, structures d'accueil pour les victimes de l'Intifada.

Autre forme de résistance : le refus de payer l'impôt à l'occupant. Le village chrétien de Beit Sahour, malgré les brimades et les vexations, a refusé de payer son tribut à l'occupant. Malgré un siège de quarante jours, les 12000 habitants ont boycotté le percepteur : « *Nous ne paierons pas d'impôts à l'État qui nous occupe : pas d'impôts sans le droit d'être représentés, pas d'impôts, sauf à l'État qui nous représente.* »



Pour récupérer le montant de ces taxes (550 000 \$), l'État sioniste s'est emparé pour 9 millions de dollars de butin !

A ces pratiques humiliantes, il faut ajouter la barbarie de l'opresseur qui utilise les balles dum-dum particulièrement redoutables. Plusieurs observateurs ont noté la volonté délibérée de briser les os des jeunes palestiniens arrêtés.

Écoles et universités (Al Qods, Bethléem, Hébron, Al Najah, Gaza: 20000 étudiants) ont fréquemment été fermées. Les responsables palestiniens redoutent les effets de ces années d'études perdues pour ces jeunes. Ne risque-t-on pas de voir apparaître une génération totalement incontrôlable ? Ces fermetures interviennent au mépris du droit international (Art. 43 des règlements de La Haye), sans réaction de la communauté internationale ...

De nombreuses grèves de Palestiniens des territoires occupés travaillant en Israël ont prolongé le mouvement : ils sont 110000 à franchir chaque jour la frontière. 30 à 40 % d'entre eux ont entrepris de boycotter l'État hébreu depuis l'Intifada : les principaux secteurs touchés sont le bâtiment, l'agriculture, le tourisme, l'industrie ...

Si l'Intifada exige beaucoup de sacrifices côté palestinien, elle coûte cher à l'économie israélienne : absentéisme, image de marque du pays et insécurité, fisc, coût de la répression ...

Un peuple s'est identifié à ce combat. Il s'est doté de structures parallèles de fonctionnement. Ses aspirations, qui se retrouvent dans cette plate-forme, sont :

- la reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime ;
- la fin de l'occupation israélienne ;
- le droit à l'autodétermination et au retour ;
- la création d'un État palestinien indépendant.

Qui dirige l'Intifada ?

Si l'étincelle qui a mis le feu à l'Intifada relevait de la spontanéité (accident de voitures), il est clair qu'elle n'aurait pas duré plus de trois ans sans organisation, sans coordination, sans appui populaire. C'est la Direction nationale unifiée qui dirige l'Intifada: son premier tract a été distribué le 8 janvier 1988 (moins d'un mois après le déclenchement du soulèvement). Cette direction regroupe des responsables du Fath, du FPLP* , du FDPLP* , du parti communiste palestinien. Malgré un quadrillage policier rigoureux et une répression particulièrement violente, les tracts sortent, sont distribués, lus par plusieurs personnes ... L'écho est tel que les autorités d'occupation font distribuer de faux tracts pour provoquer hésitation, suspicion et dissension ...

Pour être complet, il faut ajouter que le Fath d'Abou Moussa, le FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, le Parti communiste révolutionnaire et le parti Baas distribuent aussi leur matériel à un échelon plus réduit, à un niveau local (où ils sont implantés).

LA POUSSÉE ISLAMISTE

Jusqu'en 1980, le mouvement palestinien est resté en dehors des soubresauts islamistes. L'OLP a toujours défendu une ligne laïque (15 % des Palestiniens sont chrétiens).

Le Jihad (organisation islamiste) existe depuis 1980, Hamas est apparu en 1988. Particulièrement virulents et organisés à Gaza, Hébron et dans le nord de la Cisjordanie, ces mouvements sont capables de déclencher des grèves suivies. Leur programme de libération repose sur une politique islamique puisant sa force dans le Coran : l'objectif est une Palestine islamique sur tout le territoire de la Palestine. Aidés au départ par les autorités israéliennes qui pensaient ainsi contrer l'influence des marxistes et de l'OLP dans les universités de Cisjordanie, les islamistes ont su profiter du manque de solutions concrètes au problème palestinien : nationalisme arabe, marxisme, OLP se sont heurtés à l'intransigeance d'Israël, soutenu par les États-Unis appuyés par les puissances occidentales. Nourri par la frustration, le ras-le-bol et la misère, l'islamisme s'est rapidement développé, renforcé par la victoire des ayatollahs en Iran sur la superpuissance américaine. Hamas n'a eu aucun mal à trouver des candidats au martyr: Gaza est devenue incontrôlable par qui que ce soit, tant les conditions de vie sont lamentables. Reste que leur base politique est dangereuse: intolérance religieuse, jusqu'au boutisme, fanatisme, anti-communisme peuvent conduire à de graves impasses.

L'humiliation arabe consécutive à l'absence de réaction devant l'injustice qui frappe le peuple palestinien depuis 1947 et la rapidité d'intervention du « droit international » dans le conflit Irak-Koweït ont renforcé l'extrémisme islamiste. Celui-ci touche les Palestiniens depuis la révolution iranienne via le chiisme libanais. Devant le risque d'un embrasement islamiste généralisé, la communauté internationale ressent enfin la nécessité du règlement de la question palestinienne.



LES CONSÉQUENCES DE L'INTIFADA

La prise de conscience internationale

L'Intifada a d'abord modifié le stéréotype du Palestinien terroriste et la compréhension du problème sur le terrain.

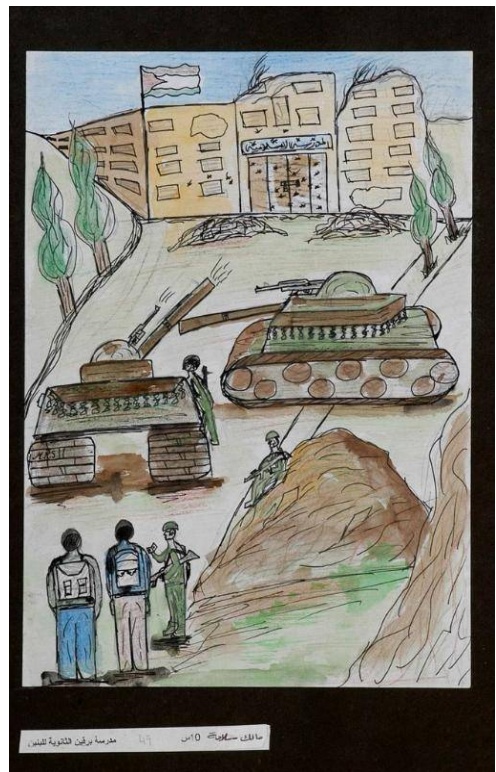
L'opinion publique est passée de la « lâcheté du terroriste preneur d'otages » à « l'héroïsme d'une génération osant défier le fusil avec des pierres », David et Goliath ont changé de costume et de camp ... La symbolique de la pierre a permis de retourner l'image négative des fedayin. L'Intifada a considérablement fait avancer la cause palestinienne dans les mentalités.

La paix contre les territoires

Avec beaucoup de courage, des militants pacifistes israéliens, comme le professeur Shahak de l'université hébraïque de Jérusalem, ou le journaliste Warchawski qui a connu les geôles, ont fait évoluer l'opinion israélienne vers une paix négociée.

Depuis plus de dix ans, des contacts existent entre OLP et colombes israéliennes (Matt Peled, Ouri Avneri ...) pour lancer un processus de paix. La base en serait la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, dirigé par l'OLP en échange de la reconnaissance d'Israël dans ses frontières de 1948, d'où l'expression « la paix contre les territoires ».

Pour empêcher ces rencontres, le gouvernement israélien a promulgué une loi qui punit de prison tout contact d'un Israélien avec un membre de l'OLP ...



La montée des fanatismes

La poussée islamiste chez les Palestiniens a déjà été décrite.

Les fanatiques sionistes se sont renforcés : de petits mouvements - mais importants parce que pouvant faire et défaire les majorités au Parlement israélien -, ils exigent « le transfert des Palestiniens » (ils veulent les rapatrier dans un autre pays arabe) et l'annexion des territoires occupés (pour eux, la Judée-Samarie). Le mouvement du rabbin extrémiste Kahane, le Goush Emounim, le Parti national religieux sont très actifs dans les colonies et n'hésitent pas à provoquer des incidents en armes comme à Hébron. Le racisme militant et le zèle religieux de ces organisations poussent, ou des militants ou des faibles réceptifs à leur message, à passer à l'acte: la tuerie de Rishon-le-Zion (mars 1990, une vingtaine de victimes) en témoigne.

La logique de l'occupation permet aux courants extrémistes des deux camps de se renforcer mutuellement.

La proclamation de l'État palestinien

L'OLP s'était surtout développée à l'extérieur, notamment à partir des camps de l'exil. Elle a dû recentrer son action politique sur la Palestine. L'Intifada lui a permis de gagner en cohésion, particulièrement après les tentatives de divisions après la défaite au Liban.

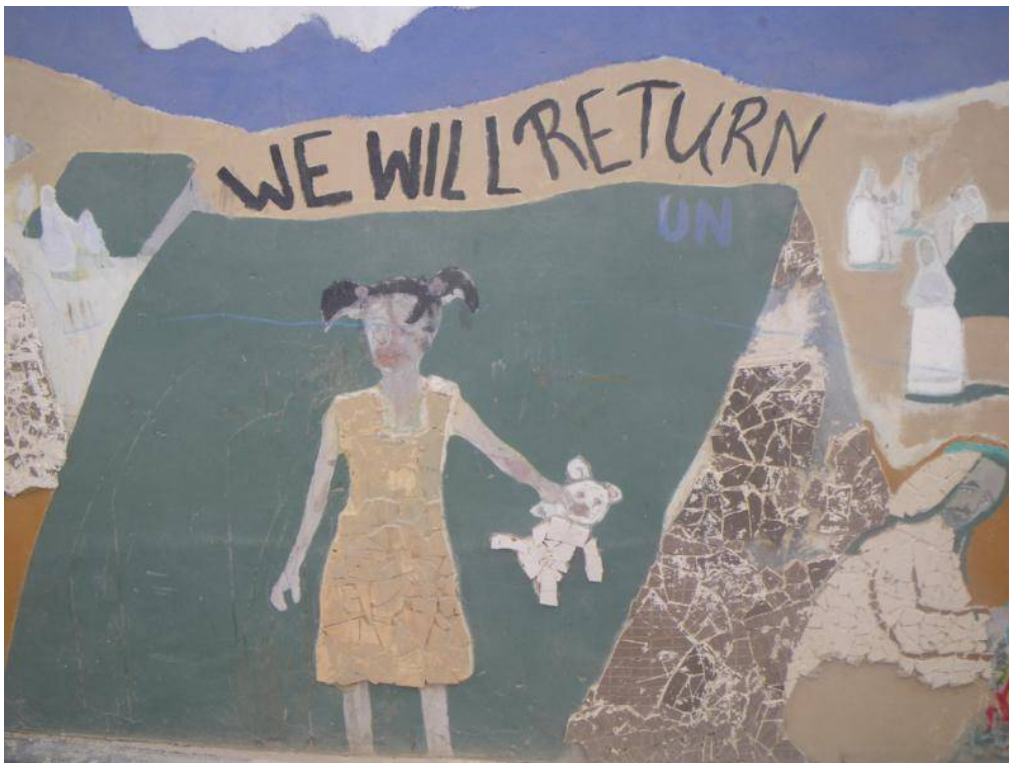
Ce n'est pas un hasard si, un an après le déclenchement de l'Intifada, l'OLP proclame l'État palestinien (15 novembre 1988).

Le rapport des forces locales et internationales oblige l'OLP à revoir sa plate-forme à la baisse :

- elle renonce au terrorisme ;
- elle accepte toutes les résolutions de l'ONU ;
- elle souhaite renforcer ses liens avec les mouvements pacifiques israéliens.

Ces décisions permettent à un timide dialogue avec les États-Unis de s'ouvrir. Le président Mitterrand peut recevoir Yasser Arafat à Paris (mai 1989). Celui-ci déclare alors la Charte palestinienne « caduque » devant les caméras de télévision. Cette charte préconisait la destruction des structures sionistes de l'État d'Israël.

On semblait s'acheminer vers une conférence internationale pour un règlement global du conflit lorsque deux événements sont venus bouleverser les données : les révolutions dans les pays communistes de l'Europe de l'Est et la guerre du Golfe qui leur a immédiatement succédé.



LA PALESTINE VICTIME DE LA PERESTROÏKA

Si la perestroïka a eu des influences positives pour les pays de l'Est, il n'en est pas de même au Proche-Orient. Elle a provoqué des modifications d'alliances et livré en Palestine des centaines de milliers d'immigrants colons.

L'évolution des pays de l'Est a touché de plein fouet les alliés de l'OLP. Depuis Staline, l'ensemble des gouvernements de ces pays soutenaient deux principes: l'existence de l'État d'Israël et la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Roumanie et Yougoslavie ont, par exemple, joué un rôle international capital dans les rencontres entre Palestiniens et Israéliens. Quelle sera la ligne des nouveaux dirigeants de ces pays ? Gorbatchev lui-même, empêtré dans ses problèmes internes de nationalités, de crise économique et sociale, de désarmement et de dialogue avec les Occidentaux, ne considérait plus la situation au Proche-Orient comme prioritaire. Le chef de la diplomatie soviétique a dû lâcher du lest pour espérer bénéficier d'une aide urgente ...

Autre conséquence concrète et dramatique pour les Palestiniens : l'arrivée de centaines de milliers de Juifs d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Beaucoup d'arrivants récents ont d'ailleurs refusé de s'établir en Cisjordanie.

LA PALESTINE VICTIME DE LA GUERRE DU GOLFE

L'OLP ne pouvait se désintéresser du sort de l'Irak proche de la Palestine, principale puissance militaire arabe de la région. Par ailleurs, 400 000 Palestiniens travaillaient dans les pays du Golfe et aidaient ainsi financièrement leur famille restée sur place. Une partie importante des fonds de l'OLP provenait aussi des pays regorgeant de pétrodollars.

La plupart des médias occidentaux ont discrédité la position palestinienne en affirmant que l'OLP soutenait Saddam Hussein. En fait, l'OLP, dans ses propositions de paix, a toujours demandé l'évacuation du Koweït. L'OLP n'a jamais soutenu la politique du dictateur de Bagdad. Les Palestiniens de Jordanie et des territoires occupés se sont rangés aux côtés de Saddam Hussein après le débarquement des Américains et de leurs alliés sur le sol arabe.

Mais laissons la parole au numéro 2 palestinien, Abou Iyad, qui résume dans la *revue d'Études palestiniennes* n° 37, parue en automne 1990, la position de l'OLP :

« Nous sommes opposés à toute conquête du territoire d'autrui par la force, quelles que puissent être les raisons ou les causes invoquées. Aussi étions-nous, dès les premières heures de la crise, opposés à l'occupation du Koweït, opposés à son annexion et notre position était claire, même si certains organes d'information ont tenté de la dénaturer. Il est vrai que nous ne l'avons pas pour autant condamnée. Nous étions soucieux de ne pas contribuer à légitimer une intervention des forces étrangères en leur donnant un blanc-seing. »

Aux détracteurs de l'OLP, Abou Iyad répond : *« L'absence de condamnation est liée à notre volonté de médiation, à notre désir d'aboutir à une solution politique [...]*

A ceux qui disent que nous sommes partisans de l'Irak ou de tel autre parti, nous répondons que nous sommes partisans de la logique qui affirme que la guerre sera longue et coûteuse et destructrice, non seulement pour l'Irak et le Koweït, mais pour toute la région arabe. »

Le numéro 2 de l'OLP souligne le double langage de l'ONU :

« Qui pourra défendre le fait que tous ces efforts, ces soldats, toutes ces pressions politiques puissent imposer l'application des résolutions de l'ONU, vieilles de quelques semaines seulement, et demeurer impuissants face à d'autres résolutions analogues quant à leur contenu et que la communauté internationale s'évertue en vain à appliquer depuis vingt-trois ans ? Il sera extrêmement difficile à un quelconque pays d'assumer l'existence de deux logiques pour l'application des résolutions de l'ONU. »

Plus loin, il insiste sur les conséquences arabes d'une telle guerre :

« Mais si la guerre éclatait malgré tout, je prévois qu'un bouleversement frappera la totalité du système politique arabe actuel. Non pas l'un des deux axes, mais tout l'ordre arabe existant. L'ensemble des peuples arabes, abstraction faite des positions vis-à-vis de l'Irak, est convaincu que les troupes étrangères débarquent non par amour d'Ali mais par haine de Mou'âwya, que ce n'est pas l'amour du Koweït qui déplace les flottes, mais la préservation des intérêts étrangers [...]

Ceux qui ne voient pas, qu'ils soient pour ou contre l'Irak, que le président Saddam Hussein a soulevé la question de la redistribution des richesses entre les riches et les pauvres, se trompent lourdement. »

Quant à l'appui de la population des territoires occupés à l'Irak, Abou Iyad ajoute :

« Si l'Arabie Saoudite avait lancé les mêmes mots d'ordre que l'Irak, vous verriez aujourd'hui des milliers de manifestants palestiniens appuyer l'Arabie Saoudite. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'une adhésion du fait de la proximité géographique ni d'appui de principe ou idéologique, mais avant tout d'une identification avec des mots d'ordre qui expriment aujourd'hui le désespoir de l'homme palestinien devant l'absence de solution politique. »

Abou Iyad a été assassiné le 14 janvier 1991 à Tunis. La guerre du Golfe s'est terminée en un mois sous un tapis de bombes occidentales et coalisées. Le droit international - souvent mis en avant à cette occasion - attend d'autres applications pratiques et contraignantes :

- Palestiniens et Arabes attendent l'évacuation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que celle du Golan et du Liban. Pourquoi ne pas les imposer à Israël ?
- Comment le monde peut-il accepter qu'on refuse les armes modernes aux États arabes alors qu'Israël dispose de bombes atomiques ?

Le devoir des pacifistes et des démocrates est de permettre aux forces modérées des deux camps de se développer (pacifistes israéliens et OLP) pour contrer la poussée des fanatiques (intégristes juifs et islamistes), afin d'éviter de nouvelles guerres meurtrières. La paix dans la région (elle englobe aussi le Liban, Chypre et les Kurdes ...) et dans le monde est à ce prix.



MADRID : ENFIN DES POURPARLERS

Conséquence imprévue de la guerre du Golfe entreprise au nom du « droit international » et de la décomposition des États communistes de l'Europe de l'Est : les États-Unis ont dû pousser leur allié israélien à des pourparlers de paix avec les pays arabes.

Les difficultés ont commencé avec les exigences israéliennes : refus de négocier avec l'OLP, refus de la présence de « Palestiniens de l'extérieur » ou de Jérusalem parmi les négociateurs.

Le compromis accepté a consisté à intégrer les représentants du peuple palestinien dans une délégation jordano-palestinienne avec l'aval discret de l'OLP.

Pour certains sionistes, l'État palestinien existerait: ce serait la Jordanie. Une perspective que refuse catégoriquement la quasi-totalité des Palestiniens. Ceux-ci luttent avec l'OLP pour un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

L'ouverture des pourparlers a provoqué un éclatement de la coalition gouvernementale israélienne, les extrémistes intransigeants refusant leur soutien à la politique de Shamir.

Pour la première fois, Palestiniens des territoires occupés et gouvernement israélien se sont parlés et écoutés autour d'une table de négociation officielle ... Point positif pour l'avenir ... Mais pour l'instant, le bilan est bien maigre pour les Palestiniens. Ils n'ont encore rien obtenu de concret et la colonisation sioniste se poursuit activement.

L'arrivée au pouvoir des travaillistes (1992) ouvre-t-elle de nouvelles perspectives ? Certains y voient un déblocage par rapport à l'intransigeance de Shamir. D'autres rappellent que ce sont les travaillistes israéliens (gauche socialiste) qui ont commencé la colonisation de la Cisjordanie ...

Les Nations Unies sont-elles décidées, au nom du droit international, à faire appliquer leurs propres décisions dans la région ?



Porte d'entrée du camp Aïdaz

PETIT LEXIQUE

Mouvements politiques

Le Fath : mouvement nationaliste palestinien qui est la principale organisation. Elle regroupe des sensibilités différentes allant de la droite à l'extrême gauche. Son leader est Yasser Arafat.

Le FDPLP (maintenant FDLP) : mouvement palestinien qui reconnaît aux Juifs des droits nationaux dans l'État démocratique palestinien. Son leader est Nayef Hawatmeh.

Le FPLP : mouvement palestinien qui puise ses origines dans le panarabisme et le marxisme. Il est l'auteur de nombreux détournements d'avions. Son leader est Georges Habache.

Le Front du refus : coalition regroupant différents mouvements et États opposés à tout compromis avec Israël. Elle comprend l'Algérie, la Libye, la Syrie, le FPLP, le FDPLP.

Le Goush Emounim : organisation sioniste religieuse partisane du Grand Israël, fer de lance de la colonisation de la Cisjordanie.

Knesset : Chambre des députés israéliens.

Le sionisme : mouvement ayant pour but la réalisation du projet d'un État juif en Palestine. Tous les juifs ne sont pas sionistes. Le mot « sioniste » recouvre aussi bien des mouvements d'extrême droite qui revendiquent le Grand Israël et l'expulsion des Arabes, que ceux qui favorisent l'implantation de colonies dans les territoires occupés et ceux qui se disent prêts à des concessions pour une paix stable entre Israéliens et Palestiniens (« Les territoires contre la paix »).

Hommes politiques

Allenby : nom d'un maréchal anglais qui combattit en Syrie et en Palestine. Il a donné son nom au pont qui permet de passer d'Israël en Jordanie.

Arafat {ou Abou Ammar} : né en 1929, il organise la résistance palestinienne à Gaza. En 1968, il devient le leader de l'O.L.P.

Balfour : homme d'État anglais, ministre des Affaires étrangères en 1916.

Begin : ancien responsable de l'Irgoun, mouvement terroriste sioniste. Il devient Premier ministre d'Israël. Il quitte ce poste après la guerre du Liban (1982).

Dayan : responsable de la Haganah pendant la guerre de 1948 contre les Arabes. Chef d'état-major général, il fut ministre de la Défense.

Herzl : leader et théoricien sioniste. Il a jeté les bases du sionisme politique dans son livre *L'État juif* paru en 1896.

Meir : membre du Parti travailliste, elle fut Premier ministre.

Rothschild : nom d'une famille de banquiers israélites qui s'établirent dans les grandes villes d'Europe.

Sadate : chef d'État égyptien assassiné.

Shamir : membre de différents commandos terroristes sionistes, il fut Premier ministre quand le Likoud (parti de droite) était au gouvernement, après le départ de Menahem Begin.

Weizmann : premier président de l'État d'Israël (1949).

Histoire-géographie

Antisémitisme : étymologiquement, racisme anti-arabe et anti-juif. Aujourd'hui, racisme anti-juif.

Antisionisme : attitude politique de refus du projet d'un État juif en Palestine. Les sionistes ont souvent dénoncé les antisionistes comme des antisémites. Pourtant, de nombreux Juifs s'affirment antisionistes alors que de nombreux antiracistes condamnent le sionisme comme une mauvaise solution au problème de l'antisémitisme. Ils dénoncent le sionisme comme un mouvement de colonisation qui pratique la politique du fait accompli au mépris des droits des Palestiniens.

Byzance : autres noms Constantinople ou Istanbul. A la chute de l'Empire romain, Byzance devient le centre d'un florissant empire, de 476 à 1453.

Les croisés : participants aux « croisades », ils portaient sur leur poitrine une croix rappelant qu'ils partaient libérer les Lieux saints en Palestine, Il ne faut cependant pas négliger les motivations économiques des croisades.

Diaspora : mot qui désigne la dispersion d'un peuple,

Kibboutz : structure communautaire de vie à fonction agricole et militaire.

Judée-Samarie : terme utilisé par certains sionistes pour désigner la Cisjordanie.

Sémites : branche de la race blanche qui descend de Sem, comprenant dès l'Antiquité les Assyriens, les Chaldéens, les Phéniciens, les Hébreux, et aujourd'hui, les Arabes, les Syriens et les Juifs.



POUR EN SAVOIR PLUS

Bibliographie sommaire

- Anwar Abu Eiseh, *Mémoires palestiniennes*, Éd. Clancier Guénaud. Témoignages recueillis par un Palestinien dans les différentes couches de la société. Postface d'Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'Homme.
- Xavier Baron, *Les Palestiniens, un peuple*, Éd. Sycomore. L'ouvrage retrace avec minutie l'histoire mouvementée de ces sans-patrie.
- Gaspar, *Histoire de la Palestine (des origines à 1977)*, Éd. Maspéro. Il retrace l'histoire du peuple palestinien.
- Raymond Tawil, *Mon pays, ma prison*, Éd. Seuil. Une Palestinienne décrit sa vie quotidienne et ses contacts.
- Israël Shahak, *Le Racisme de l'Etat d'Israël*, Éd. Guy Authier. I.Shahak fournit des renseignements précis sur la vie quotidienne en Israël.
- Ilan Halevi, *Sous Israël, la Palestine*, Éd. Sycomore. L'auteur décrit les mécanismes d'expropriation dont sont victimes les Palestiniens.
- Alain Gresh OLP, *Histoire et Stratégies vers l'État palestinien*, Éd. Spag-Papyrus. L'auteur décrit l'évolution interne de l'OLP et son fonctionnement.
- Antoine Mansour, *Palestine: une économie de résistance en Cisjordanie et à Gaza*, Éd. L'Harmattan. L'auteur montre les difficultés et les possibilités de résistance dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.
- Éric Rouleau, *Les Palestiniens: d'une guerre à l'autre*, Éd. La Découverte (Le Monde), 1984.
- Alain Gresh et Dominique Vidal, *Proche-Orient : une guerre de cent ans*, Ed. Messidor/Éd. sociales (Notre Temps/Monde), 1984.
- Sylvie Mansour, *Des enfants et des pierres*, Éd. de la Revue d'études palestiniennes.
- Rafic Boustani et Philippe Fargues, *Atlas du monde arabe*, Éd. Bordas, 1990.
- Ibrahim Souss, *De la paix en général et des Palestiniens en particulier*, Éd. Le Pré-aux Clercs, 1991.
- Alain Gresh et Dominique Vidal, *Les 100 Portes du Proche-Orient*, Éd. Autrement, 1986. Les dates, les chiffres, les noms, les faits.
- M Heller et Sari Nusseibeh, *Israéliens-Palestiniens, le Partage de la terre*, Éd. Balland, 1992.
- *Les Palestiniens*, Éd. Gamma-Treccani, Coll. Conflits du XXe siècle.
- M.Buber ; *Une terre et deux peuples*, Éd. Lieu Commun, 1985, réédition.
- Abdelebir Karbi et Jacques Hassoun, *Le Même Livre*, Éd. de l'Éclat, 1985, Paris.
- Marion Sigaut, *Les deux cœurs du monde : du kibboutz à l'Intifada*, Éd. Flammarion, 1991.
- Philippe Vanaert, *Yasser Arafat, président sans frontières*, Éd. du Souverain, 1992.
- Lotfallah Soliman, *Pour une histoire profane de la Palestine*, Éd. La Découverte, 1989.

Filmographie

L'Olivier (1975) du groupe Cinéma de Vincennes : le film montre le développement de la résistance palestinienne et la vie des Palestiniens en Cisjordanie.

Karf Kassem (1974) de Borhan Alaouie : . . . massacre réalisé par l'armée israélienne dans le village de Kafr Kassem (1956)

Ici et ailleurs (1969-1976) de Jean-Luc film d'interrogation, de mise en question, de doute » (Guy Braucourt).

Le Moineau (1973) : le film dresse le portrait de la société arabe démoralisée après la défaite de 1967 mais qui refuse la soumission.

Hanna K (1983) de Costa Gavras : le film relate l'attachement à sa terre d'un jeune Palestinienne autour d'une intrigue amoureuse mixte, (Palestinien-Israélienne).

Sur notre terre (1963) : retrace la vie des Palestiniens en Israël à travers le plus grand village palestinien d'Oum-el-Fahem.

Khamsin (1981) de Daniel Waschman : le film aborde le problème de la propriété de la terre et celui d'une difficile relation amoureuse entre Hava, une Israélienne et Khaled, un Palestinien.

Gaza ghetto: comparaison de la vie quotidienne dans une colonie israélienne et dans une ville palestinienne.

Noces de Galilée de M. Khleifi : un mariage sous occupation.

Associations

Association France-Palestine créée en 1980. Cette association développe la solidarité avec le peuple palestinien sur la base des résolutions de l'ONU et de la reconnaissance de l'OLP, représentant légitime du peuple

www.france-palestine.org

Association médicale franco-palestinienne créée en 1974 à la demande d'Azzedine Kalak, représentant de l'OLP en France. L'AMFP s'est constituée à partir de médecins ayant travaillé sur le terrain. L'association a ensuite étendu son action. Antifasciste et antiraciste, l'association soutient la lutte du peuple palestinien et reconnaît l'OLP comme son seul représentant légitime. Une partie importante de l'activité de l'AMFP est consacrée au parrainage d'enfants palestiniens. AMFP, 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris.

La Pierre et l'Olivier créée en 1990 pour soutenir le peuple palestinien dans la construction d'une société autonome, laïque et écologiste. BP 147 - 75623 Paris Cedex 13.

Institut des études palestiniennes, 7, rue Bernard-Palissy - 75006 Paris.

Quelques adresses récentes concernant la Palestine

Jeune photographe indépendante : Anne Paq

Photos très intéressantes

sur le mouvement Freinet et la Fédération Internationale des Mouvements de l'École Moderne
www.finem-freinet.org

sur le centre culturel Al Rowwad : www.alrowwad.org

(en anglais)

en France : www.amis-alrowwad.org

sur l'association EJE les enfants-le-jeu-et l'éducation et l'école laïque du petit prince à Bethléem : www.ejepal.org

sur le CIPP : www.protection-palestine.org

charte-agenda mondiale des droits de l'homme dans la cité : www.spidh.org/fr/la-charte-agenda/index.html

